

AGRIDAPE

Revue sur l'agriculture durable à faibles apports externes



Documenter le changement



AGRIDAPE

Agriculture durable à faibles apports externes
VOL. 22 N° 1 – Juin 2006
AGRIDAPE est l'édition régionale
Afrique francophone des magazines
LEISA co-publiée par ILEIA et IED Afrique
ISSN n° 0851-7932

Adresse AGRIDAPE
IED Afrique
24, Sacré Cœur III – Dakar
BP : 5579 Dakar-Fann, Sénégal
Téléphone : +221 867 10 58
Fax : +221 867 10 59
E-mail : agridape@sentoo.sn
Site Web : www.iiedsahel.org

Coordonnateur : Awa Faly Ba
Comité éditorial : Awa Faly Ba, Safietou
Sall, Bara Guèye, Bougouma Mbaye Fall,
Dominique Zidouemba
Administration : Maimouna Dieng
Traduction : Bougouma Mbaye Fall

Conception graphique
id - tél. +221 869 01 72

Edition Internationale
LEISA Magazine

ILEIA P.O. Box 2067, 3800 CB Amersfoort,
The Netherlands
Tél. : +31 33 467 38 70
Fax : +31 33 463 24 10
E-mail : ileia@ileia.nl
subscriptions@ileia.nl

Edition espagnole
La revista de agro-ecologia
AETCA LEISA Revista Pérou,
AP.18-0745, Lima 18, Pérou
leisa-al@amauta.rcp.net.pe

Edition indienne LEISA India
AME, PO Box 7836,
Bangalore 560 078, Inde
amebang@giasbg01.vsnl.net.in

Edition indonésienne SALAM
JL Letda Kajeng 22
Den Pasar 80234
Bali Indonésie
E-mail : veco-ri@dps.centrin.net.id

SOMMAIRE

- 4 Editorial**
- 6 Les champs-écoles : Documenter pour apprendre**
Eefje den Belder, Martín García et Don Jansen
- 10 En réseau pour mieux documenter** - *KVS Prasad et T M Radha*
- 13 La méthode LIFE** - *Ilse Köhler-Rollefson et Hanwant Singh Rathore*
- 16 Les succès de l'Université du Peuple** - *Shree Padre*
- 18 Rendre compte autrement** - *Paul Van Mele*
- 20 De l'oral à l'écrit** - *Paul Mundy, Evelyn Mathias et Isaac Bekalo*
- 22 La vidéo participative pour échanger** - *Chris Lunch*
- 24 PROTA : partager les connaissances sur les plantes utiles** - *Jan Siemonsma et Leo Oyen*
- 25 A l'écoute des sans-voix** - *Siobhan Warrington*
- 28 Concours de documentation au Brésil**
Francisco Roberto Caporal
- 30 Un apprentissage « en famille »** - *Doug Reeler*
- 32 Réduire la pauvreté par la vaccination des petits ruminants** - *Ikpegbu Ekele*
- 33 Nouveautés**
- 34 Bibliographie**
- 35 Réseaux**
- 36 Plus que des mots** - *Paul Van Mele*

18 Rendre compte autrement

Paul Van Mele

Les organisations, projets et programmes de développement rendent compte périodiquement aux bailleurs, partenaires, gouvernements et populations de leurs activités. Les rapports rédigés sont généralement ennuyeux, truffés de jargon et ne mettent pas suffisamment le focus sur ce qui se passe réellement ou ce qui revêt vraiment de l'importance. Cet article nous montre que le récit en tant que outil d'auto-apprentissage permet de replacer une expérience ou des activités de terrain dans leur contexte historique, socioculturel et institutionnel.



DES INSTITUTIONS, UNE VISION !

ILEIA est le centre d'information sur l'agriculture durable à faibles apports externes dans les tropiques. Ce centre encourage l'adoption des technologies à faibles apports externes par le biais de sa revue trimestrielle LEISA et ses autres publications. Le centre appuie, par ailleurs, la mise en place d'éditions régionales du magazine. ILEIA dispose également d'une base de données spécialisée et d'un site Internet interactif qui permet d'accéder à de nombreuses informations sur le développement de l'agriculture durable dans le monde (www.ileia.org).

Innovations, Environnement et Développement en Afrique est l'organisation autonome qui capitalise l'expérience du programme Sahel de l'Institut International pour l'Environnement et le Développement. Sa mission reste de promouvoir un développement durable par la promotion des approches participatives à travers la recherche-action, l'analyse des politiques, la mise en réseau, la formation, la production et la diffusion d'information en Afrique francophone. Dans ce cadre, IED Afrique propose aux partenaires différents supports accessibles à travers son site internet (www.iedafrique.org).

AGRIDAPE c'est l'agriculture durable à faibles apports externes. Cette notion est axée sur l'ensemble des choix technologiques et sociaux à la disposition des paysans soucieux d'articuler l'amélioration de leur productivité et la prise en compte des aspects environnementaux. L'AGRIDAPE est donc relative à l'utilisation optimale des ressources locales, des procédés naturels mais aussi du maniement mesuré et maîtrisé d'intrants en cas de besoin. Il s'agit en fait de développer les capacités des individus et des communautés qui s'efforcent de se construire un avenir sur la base de leurs propres aptitudes, valeurs, cultures et institutions. Ainsi, l'AGRIDAPE tente de combiner les savoirs local et scientifique et d'influencer les formulations des politiques pour la création d'un cadre favorable à leur développement. AGRIDAPE, c'est aussi un éventail de méthodologies participatives pour une agriculture viable, prenant en compte les besoins différents et parfois divergents des divers acteurs dans un contexte fluctuant.

AGRIDAPE, un concept, une approche, mais aussi, un message politique, une vision !

Site Web

ILEIA : <http://www.ileia.org>
IED Afrique :
<http://www.iedafrique.org>

Abonnements

AGRIDAPE est une revue gratuite sur demande pour les organisations et personnes du sud. Pour les organisations internationales l'abonnement est de 45 USD (45 euro) et pour les autres institutions du nord, le tarif est de 25 USD (28 euro) par an. Pour vous abonner, veuillez écrire à agridape@sentoo.sn

Financement AGRIDAPE

Ce numéro a été réalisé avec l'appui de ILEIA, de ASDI et de DGSJ

Photo de couverture

Bara Guèye
IED Afrique
Atelier suivi-évaluation participatif à keur Banda Niang dans la région de Thiès (Sénégal).

La rédaction a mis le plus grand soin à s'assurer que le contenu de la présente revue est aussi exact que possible. Mais, en dernier ressort, seuls les auteurs sont responsables du contenu de chaque article.

La rédaction encourage les lecteurs à photocopier et à faire circuler ces articles. Vous voudrez bien cependant citer l'auteur et la source et nous envoyer un exemplaire de votre publication.



22 La vidéo participative pour échanger

Chris Lunch

La vidéo participative est une opportunité pour les populations rurales de documenter leurs propres expériences et savoirs, d'exprimer leurs besoins, leurs espoirs et leur point de vue. L'article montre comment cette méthode visuelle permet à chacun d'enregistrer et de raconter sa propre histoire et de se faire ainsi entendre. La vidéo participative vient s'ajouter précieusement aux mécanismes d'échange d'informations déjà existants, à l'instar des contes et des marchés locaux. Les films sont utilisés pour promouvoir la sensibilisation et les échanges au sein de la communauté et dans d'autres communautés.



30 Un apprentissage « en famille »

Doug Reeler

Basée au Cap, en Afrique du Sud, l'Association pour les Ressources de Développement Communautaire (ARDC) organise presque chaque mois une « retraite » pour l'ensemble de son équipe. Loin de la ville et loin de leurs activités personnelles, ces personnes essaient à travers ce qu'elles appellent leur « semaine en famille » de réfléchir sur leur pratique, d'affiner leur stratégie et de renforcer leurs relations interpersonnelles. Cet article nous fait le compte rendu jour après jour de cette semaine spéciale où se mêlent détente, réflexion individuelle, documentation de groupe et réunion de programme. Ce processus permet à tous les membres de l'association de faire un apprentissage continu et surtout d'alimenter leur pensée sur le développement.

Chères lectrices, chers lecteurs,

D'une façon ou d'une autre, il y a toujours une leçon ou des enseignements à tirer de nos expériences agricoles ou de nos pratiques de terrain. Parce que nous ne sommes pas assez outillés pour conduire un travail d'introspection, parce que nous n'avons jamais de temps face à nos multiples activités quotidiennes, nous laissons dormir dans nos tiroirs ou dans les plus profonds recoins de notre esprit, des histoires, des récits riches en contenu et qui pourraient beaucoup nous apprendre.

Nous ouvrons donc le volume 22 de notre magazine AGRIDAPE sur le thème de la documentation des expériences. Notre souci dans ce nouveau numéro est de vous faire une revue des méthodes et démarches de documentation qui existent à travers le monde et aussi, de vous apporter des outils qui seront adaptables à des sites et contextes spécifiques.

Cependant documenter une expérience ne suffit pas. Il faudrait encore trouver des mécanismes d'échange et de partage de ces nouvelles connaissances et contribuer ainsi à enrichir le concept AGRIDAPE.

Ce magazine reste le votre ! Aidez-nous à l'améliorer en nous faisant part de vos suggestions et remarques par courrier ou par e-mail à l'adresse : agridape@sentoo.sn

Bonne lecture

La rédaction

25 À l'écoute des sans-voix

Siobhan Warrington

Promue par l'Institut Panos, le témoignage oral est un outil qui favorise le débat sur les problèmes clés et qui encourage le développement durable. Résultats d'entretiens de tête-à-tête ouverts, le témoignage oral permet de donner la parole aux personnes marginalisées généralement exclues du débat international sur le développement. Directs et vivants, les témoignages complètent les publications classiques sur le développement en mettant l'accent sur les divergences d'opinions et de points de vue que peuvent avoir des individus vivant au sein d'un même groupe. Le défi reste cependant d'inciter tous les acteurs à considérer cet outil comme une source d'information au même titre que celles qui existent déjà.





DOCUMENTER LE CHANGEMENT

Les articles régulièrement publiés dans notre magazine AGRIDAPE montrent que les projets de gestion des ressources naturelles peuvent contribuer à l'amélioration de la productivité des exploitations agricoles et à la régénération des sols. Dans le monde rural les agriculteurs sont en train d'accroître leur productivité de façon écologiquement acceptable. Mais si les résultats de ces initiatives peuvent paraître évidents aux yeux de certains, ils sont méconnus par la plupart des exploitants.

Pour cause, ces expériences agricoles sont rarement documentées et les efforts pour diffuser ces résultats ne sont pas suffisants. Ainsi, quelqu'un qui désire obtenir des renseignements sur les résultats ou l'impact d'un projet devra se rendre là où ce projet a été implanté. Ceci explique donc pourquoi les intellectuels et les décideurs politiques croient souvent que les projets ou programmes ont très peu d'impacts. Ce pseudo "manque de preuve" est un argument souvent opposé pour freiner les investissements.

4

Pertinence pour AGRIDAPE

Il est donc nécessaire de trouver une façon d'analyser et de diffuser les activités, résultats et impacts d'une manière accessible à tous et susceptible d'être partagée.

L'objectif de la documentation est de mettre en valeur un nouveau savoir basé sur des expériences porteuses. Beaucoup reste à apprendre sur les techniques, méthodes, interactions et sciences de l'agriculture écologique. Le concept sur l'Agriculture Durable à Faible Apport Externe évolue constamment, en fonction des mutations sociales, économiques, environnementales et politiques. Documenter les nouvelles évolutions est donc très important pour un plus grand développement des technologies AGRIDAPE. Les articles de ce numéro montrent que l'objectif de la documentation va au delà de la description et analyse de façon approfondie le comment et le pourquoi des résultats et impacts obtenus dans un cas donné. Suivre ce processus est une opportunité pour apprendre et découvrir des liens intéressants et utiles, des opinions et points de vue. Ces éléments peuvent mener à d'autres activités, influencer la planification des grands projets ou aider au recadrage des petites exploitations.

Contraintes à la documentation

Plusieurs obstacles se posent à la documentation des expériences.

1- Le manque de temps : C'est le problème le plus commun. Ceux qui travaillent sur le terrain sont souvent occupés à mettre en œuvre leur projet ou programme selon un planning et un temps bien déterminé. Il leur reste alors très peu de disponibilité pour s'asseoir et jeter un regard introspectif. Ils disposent d'encore moins de temps pour tout noter et rédiger dans un langage facile à comprendre. Les agriculteurs connaissent les mêmes difficultés. Leur emploi du temps souvent chargé, ne leur permet pas de noter les tâches journalières, les intrants utilisés ou les rendements obtenus.

2- Le manque d'expertise ou de compétences : beaucoup d'intervenants de terrain, aussi bien des organismes gouvernementaux que des ONG disent ne pas se sentir prêts pour analyser et / ou écrire sur leur pratique. Ils clament que leur principale responsabilité est sur le terrain et non derrière un ordinateur. Sans surprise, ils font montre d'une certaine « réticence ou peur » quand on leur demande de documenter une expérience, comme si c'est un domaine réservé aux seuls experts ou consultants externes.

3- Le manque d'appui institutionnel : les organisations disent ne pas avoir suffisamment de ressources pour faire de la documentation. Ceux qui sont familiers avec ces organismes peuvent y voir là une certaine contradiction, car les équipes passent un temps considérable à écrire des propositions et à remplir des fiches d'évaluation. Cependant, ces rapports ne correspondent pas à ce que nous appelons processus de documentation. Ce processus doit répondre à deux objectifs fondamentaux à savoir aider ceux qui sont impliqués dans une expérimentation à en tirer des leçons, et informer les autres sur ce qui est en train d'être fait et réussi dans un domaine précis.

Les documents préparés présentent des insuffisances : ils sont trop descriptifs et ne sont pas partagés. L'opportunité d'introspection et d'en tirer des leçons est peu prise en compte. De ce fait, les organisations collectionnent des documents remplis d'informations mais qui ne génèrent pas de nouveaux savoirs. En plus, en ne partageant pas les résultats de leur travail (pas même en interne), elles

limitent la possibilité de s'inspirer de leurs succès et de leurs erreurs.

Avantages d'une bonne documentation

Les articles de ce numéro montrent contrairement aux idées reçues que la documentation n'est pas nécessairement un processus difficile. C'est une pratique qui peut facilement devenir une activité de routine. Une analyse détaillée de nos expériences peut contribuer à une meilleure définition de ce qui doit être fait si nous voulons aller de l'avant et atteindre certains objectifs. Dans une perspective de suivi-évaluation, la documentation peut aider à une meilleure prise de décisions, ou à (re)définir la démarche d'une action. De même, comme le montrent Den Belder et al. (p 6), la documentation peut jouer un rôle important en appuyant les processus d'apprentissage pour certaines approches telles que celles des champs-écoles. Elle devient dans ce cas « un puissant outil d'intégration et de dissémination du savoir ».

Un processus de documentation est essentiel pour le partage des résultats avec les autres. Ceci est important pour faire la promotion d'une technologie, redimensionner certains projets d'expériences ou lorsque veut influencer les politiques et les pratiques à différentes échelles. Les résultats de ce processus diffusés à travers différents supports tels que les images, la vidéo, les projections de diapositives, les livres ou les documents imprimés, contribuent à l'échange de connaissances afin d'éviter de répéter les mêmes erreurs. Tout nouvel effort doit se construire sur la base de ce que les autres ont déjà fait.

Un processus de documentation joue un rôle fondamental dans la capitalisation des savoirs traditionnels. Dans ce sens, les efforts de PROTA (Siemonsma et Oyen p. 24) ont contribué en rassemblant les connaissances qui existent sur plus de 7 000 variétés de plantes de l'Afrique tropicale. Rassembler, compiler et enregistrer des informations est particulièrement important pour les savoirs locaux généralement non répertoriés. La méthode LIFE, telle que rapportée par Köhler-Rollefson et Rathore (p 13), facilite la documentation des ressources génétiques animales, en accordant une reconnaissance méritée aux authentiques détenteurs du savoir local.



Les femmes entre elles : échange d'expériences autour de la préparation du compost à Muruq'u Marka, dans le nord de Potosi (Bolivie).

Photo : AGRECOL, Bolivie.

Diverses possibilités

Un processus de documentation suit rarement une méthodologie fixe. Il doit être adaptable de sorte à être pertinent à chaque situation ou organisation spécifique. L'Institut Panos de Londres a ainsi développé une démarche de documentation basée sur le témoignage oral, résultat d'entretiens ouverts, approfondis, généralement menés en tête-à-tête. Basée sur une expérience personnelle et sur le souvenir des participants, cette méthodologie met l'accent sur une thématique. Ceci permet de donner la parole aux communautés souvent marginalisées en raison de leur analphabétisme, de leur pauvreté, de leur handicap, de leur caste, ou de leur appartenance ethnique (Warrington p 25).

Chaque processus de documentation doit aussi prendre en compte les différentes perspectives des acteurs, pas seulement de ceux qui ont la responsabilité d'écrire (ou qui gèrent le projet). En tant que tel, le fait de savoir qui documente une expérience et pour quelle (s) cible (s), doit être sérieusement réfléchi tout au long du processus..

Par définition, la documentation est participative. Plusieurs personnes y sont impliquées avec chacune des points de vues ou une opinion différents. La méthodologie adoptée dépendra de la façon dont ces différentes perspectives s'intègrent pour faire partie du processus. Elle dépendra du temps, des ressources disponibles et du nombre de d'institutions participantes. Elle dépendra aussi du

produit final que l'on veut obtenir et des bénéficiaires. Dans certains cas, l'utilisation de la technologie de l'information pourrait présenter plusieurs avantages : l'utilisation d'Internet, par exemple, peut permettre d'atteindre une audience plus large à très bas prix. L'utilisation de cédéroms permet de stocker beaucoup d'informations sur un petit espace et d'échanger ces informations facilement. D'autres supports tels que les images peuvent aussi être utilisés dans les situations où le visuel a, pendant des siècles, facilité la communication, la réflexion et les débats.

Une ONG du Bangladesh a utilisé des photos montrant des activités quotidiennes de séchage de graines pour recueillir le point de vue des femmes et stimuler leur imagination créatrice. Sur les 570 femmes ayant pris part au processus, 60 à 70 ont réalisé leur propre table de séchage (Paul Van Mele, p 36).

Quelle que soit la méthodologie ou l'approche, l'importance d'un processus de documentation est dans les opportunités d'apprentissage qu'il offre, du savoir et savoir faire qui en découle.

5

APPEL À CONTRIBUTIONS

Numéro 22.3 à paraître en décembre 2006 : Savoirs locaux et recherche scientifique

Pour faire face aux mutations actuelles, les agriculteurs observent, adaptent, expérimentent et innovent au quotidien. Mais face à la concurrence les pratiques locales ont du mal à suivre le rythme. Les petits exploitants ont besoin de nouvelles connaissances et innovations pour pérenniser leur activité. Les instituts et les chercheurs conduisent le plus souvent les processus de recherche et de développement dans le domaine de l'agriculture et leurs résultats souvent ne profitent pas aux agriculteurs. Comment réduire le fossé entre les méthodologies de recherche et la réalité que vivent les agriculteurs ? Est-il possible d'intéresser et d'impliquer les chercheurs ou les instituts de recherche aux réalités des paysans ? La combinaison des savoirs locaux et du savoir scientifique peut-elle rendre une recherche plus pertinente ? Nous tenterons dans ce numéro de répondre à ces questions en montrant que le savoir-faire paysan et la connaissance scientifique peuvent donner le meilleur avenir à l'agriculture durable.

Délai de remise des articles : 1er novembre 2006

LES CHAMPS-ÉCOLES : DOCUMENTER POUR APPRENDRE

Eefje den Belder, Martín García et Don Jansen

6

Les méthodes telles que les champs-écoles (CE) et le Développement participatif de technologies (DPT) visent à promouvoir le développement durable par le biais de processus d'apprentissage basé sur des activités d'auto-découverte et de visites de terrain. Pour qu'elles soient utiles aux agriculteurs, ces deux méthodes nécessitent un programme bien élaboré et organisé. Cela passe par la sélection de thèmes qui intéressent particulièrement les agriculteurs, le contenu des rencontres dans les champs-écoles et la réflexion sur les activités entreprises. Dans le « Sustainable Coffee Project Peru » (*Projet péruvien de café durable*), des données pertinentes et bien documentées ont joué un rôle important dans l'appui aux processus d'apprentissage des champs-écoles. Ce constat est illustré dans ces trois exemples : une enquête sur la production du café chez les agriculteurs comme base de l'élaboration du contenu du programme des CE ; la conception de brochures sur les champs-écoles pour soutenir le processus d'apprentis-

sage ; et l'utilisation d'un ouvrage de terrain dans l'évaluation et la comparaison de pratiques agricoles dans le cadre d'un processus de Développement participatif de technologies. Nos méthodes ne sont certes pas parfaites, mais nous aimerions les utiliser pour montrer comment l'archivage de données peut renforcer les processus d'apprentissage.

Le projet est supervisé par Plant Research International de Wageningen et financé par la DE Foundation. Il est exécuté de concert avec les agriculteurs formant la *Cooperativa Agraria Cafetalera Sostenible Valle Ubiriki* dans la vallée d'Ubiriki-Perené à Junin, l'un des départements centraux du Pérou. Ce département longe les Andes à l'ouest et la forêt à l'est. La production de café a commencé dans cette région il y a 20 à 25 ans avec l'arrivée d'immigrés d'autres régions des Andes, forts d'une longue tradition en matière de production de maïs et de pommes de terre. Environ 98 % de la production concerne le café Arabica, 90 % du café est cultivé à l'ombre et 75 % des plan-

tations s'étalent sur plus de 1 000 m. La plupart des terres agricoles sont proches des zones naturelles protégées et la combinaison des facteurs climatiques, du sol, pluviales et solaires créent d'excellentes conditions pour la culture du café.

Le projet a commencé en mars 2003 avec pour cible les ménages dépendant de la production du café. La conception et la mise en œuvre du projet sont fondées sur la participation et l'unité sociale spécifiques à cette région. Environ 190 familles d'agriculteurs ont intégré actuellement les champs-écoles (9 au total en ce moment) basés sur l'apprentissage par la découverte, l'expérimentation et la prise de décision. L'équipe locale du projet est composée d'un responsable local et de trois animateurs de terrain. Récemment, les participants aux CE se sont constitués en coopérative agricole agréée. Après l'élection de leurs responsables en octobre 2004, la coopérative a décidé d'entamer un processus de certification et, en avril 2005, la *Cooperativa Agraria*



Des agriculteurs présentent les résultats obtenus et en discutent. Photo : auteurs.

Cafetalera Sostenible Valle Ubiriki a obtenu la certification Utz-Kapeh pour la production durable. Les producteurs espèrent qu'en maîtrisant davantage la vente de leur café, ils seront en mesure d'améliorer leur niveau de vie.

Élaboration du contenu du CE

Afin d'élaborer un contenu adapté pour le programme des champs-écoles, un questionnaire de quatre pages a été administré à 150 familles d'exploitants agricoles. Le questionnaire a abordé les aspects relatifs à la production et au traitement du café, la vulgarisation et la formation dans la région, l'organisation et la participation locales ainsi que la sécurité des moyens de subsistance. Il a également abordé les difficultés rencontrées, le manque de main-d'œuvre et de terre, la disponibilité des intrants (engrais, pesticides), les contraintes financières et d'approvisionnement, le genre et le manque d'informations lié à la difficulté d'accéder aux services de vulgarisation. L'analyse des réponses et les observations initiales dans les champs de café ont permis d'obtenir des données qualitatives et quantitatives sur les problèmes des exploitants.

Les agriculteurs ont exprimé leur satisfaction au cours des ateliers de suivi et ont déclaré : « nous avons découvert que nous ne sommes pas les seuls à avoir un problème dans nos champs avec la *cola de chancho* » (déformation des racines des plantes de café) ; « nous avons désormais de nouvelles connaissances dont nous pensons avoir besoin pour améliorer la production du café » ; « nous avons enfin notre mot à dire sur ce qui me semble être nécessaire pour nous ».

Ainsi, tous les participants potentiels aux CE ont été impliqués dans l'élaboration du programme. L'équipe du projet et les agriculteurs ont analysé les contraintes liées à la production du café dans la région et identifié des thèmes à discuter. Les questions telles que « Comment puis-je améliorer la qualité du café ? Comment gagner ma vie ? Comment fonctionne le marché du café ? » ont constitué le point de départ du programme d'éducation dans les champs-écoles. Les agriculteurs ont été impliqués dès le départ pour garantir l'adéquation du programme par rapport à leur vision.

Prospectus des champs-écoles

Au cours des rencontres de terrain, parmi les outils pédagogiques utilisés (diagrammes, des images, photos, encadrés, présentations orales, chansons, poèmes, sketches, etc.) les agriculteurs ont trouvé les prospectus plus utiles. Lors des premiers entretiens, 87 % des agriculteurs ont affirmé vouloir participer à un champ-école, 60 % ont pensé que les informations transmises par radio étaient utiles et 100 % ont jugé les prospectus adaptés à leurs besoins.

Conçus en collaboration avec les agriculteurs, les prospectus ont été rédigés dans la langue locale avec une rubrique intitulée « pourquoi et comment ». Cette rubrique présente des solutions techniques, les avantages et inconvénients des différentes méthodes, les conséquences et obstacles éventuels. Les prospectus contiennent également les remarques faites par les agriculteurs durant les rencontres, souvent notées par les animateurs ou tirées des journaux d'apprentissage personnels des agriculteurs (réflexions personnelles sur ce

Exemple de prospectus réalisés au cours du champ-école

De petits groupes composés de 5 à 8 participants ont été constitués. Chaque groupe a abordé ses problèmes et réfléchi de manière critique sur ses expériences en essayant d'y apporter des réponses. Sous la supervision d'un animateur, une réflexion critique sur les pratiques d'élagage existantes et sur les nouvelles connaissances a abouti à des « recommandations » synthétisées dans les prospectus.

Pourquoi l'élagage est-il nécessaire ?

- Il permet aux vieilles plantes de rajeunir et de produire comme une jeune plante
- Il empêche l'arbuste d'atteindre une taille trop élevée, facilitant aussi la cueillette
- Il permet d'optimiser la quantité de nouveau bois pour la récolte de la prochaine saison ; et encourage la croissance de nouvelles tiges et branches solides
- L'élagage produit des baies plus grosses et de meilleure qualité
- Il empêche la surproduction de fruits et réduit ainsi la production bisannuelle
- Il aide à prévenir certains problèmes causés par les ravageurs ou les maladies
- le fumier est utilisé de manière plus efficace
- Il améliore la situation économique de l'agriculteur

Que se passe-t-il si vous ne procédez pas à l'élagage ?

- La prévention et la réduction de certains ravageurs et maladies sont plus difficiles
 - Il sera plus difficile de récolter les baies d'un arbre long aux branches de 3 à 4 m
 - les baies sont plus petites avec plus d'infestations
 - Les charges augmentent car les ouvriers ne veulent pas effectuer la récolte dans un vieux champ si vous ne lui accordez pas d'augmentation.
- Les vieilles branches absorbent les substances nutritives au détriment des plus jeunes.

QUE PASA DESPUES DE LA PRUNTA

- Si se cortina a mejorar la planta, como cuando se cortó y se recuperó a mejorar la planta se mejoró una ligera.
- Se redujeron de plagas y enfermedades, cuando se hizo.

QUE SUCEDE CUANDO SE HIZO PLANTAS JUVENES

- Cuando se hizo un grupo agrario en un área de cultivo con poca mano de obra, las plantas que tenían buena follaje (hojas) se van a cortar y se mejoró.
- Cuando se hizo plantas jóvenes las tallas se hacen y se redujeron las plagas y enfermedades, cuando se hizo un grupo de trabajo.
- Después de hacer una al grupo de los niños las plantas que se van a hacer, con plantas que se van a hacer y se mejoró una ligera cuando se hizo un grupo de trabajo.



Exemple de prospectus réalisé au Champs-école.

qu'ils ont appris à propos du cas). Les dessins réalisés par les animateurs et les photos prises lors des séances ont été sélectionnés par les agriculteurs pour illustrer les prospectus.

À l'heure actuelle, 18 prospectus techniques ont été rédigés et l'objectif est de les compiler dans un petit manuel. L'expérience a prouvé que les rencontres de terrain et les prospectus sont à la base d'une innovation continue et d'une adoption au niveau local. L'élaboration des brochures techniques a été une activité commune, conduite par les agriculteurs et les animateurs. Leurs relations ont donc évoluées vers une attitude de responsabilité commune et de confiance mutuelle, établissant une meilleure compréhension entre les deux groupes.

Le contenu des prospectus varie en fonction des besoins des participants et de la difficulté du thème. Pour ce qui est de l'élagage par exemple, un petit groupe a commencé à comparer le développement des caféiers sur une longue période dans un champ élagué « à titre d'expérimentation » avec celui d'un champ servant de pratique aux agriculteurs. Un petit groupe a suivi le développement des caféiers dans les deux « traitements ». Ils ont présenté leurs résultats aux autres participants. Ils ont ensuite discuté de différentes propositions. Les questions suivantes ont été synthétisées dans le prospectus obtenu : « Pourquoi devons-nous effectuer l'élagage ? » ; « Que se passe-t-il si nous ne le faisons pas ? » ; « Comment et à quelle période pouvons-nous l'effectuer ? » ; « Que se passe-t-il après l'élagage ? »

Comparaison des pratiques agricoles existantes

Si les CE apportent un plus aux connaissances locales, la force du Développement participatif de technologies, lui, repose sur l'évaluation d'alternatives technologiques techniquement viables. Si le travail quotidien dans les champs de café et la réflexion sur les choix effectués est bien documenté, l'archivage peut constituer un outil important permettant de développer les compétences en matière de prise de décision. Dans ce processus, le manuel de terrain est essentiel.

Les agriculteurs ont utilisé le manuel pour enregistrer toutes leurs dépenses et heures passées dans la production et le traitement du café. Les données ont été enregistrées sous un modèle conçu dans les champs-écoles avec l'équipe du projet et sont recueillies tous les 14 jours. Les animateurs apportent leur assistance à l'archivage chaque fois que nécessaire. Les données sont synthétisées à l'aide d'une



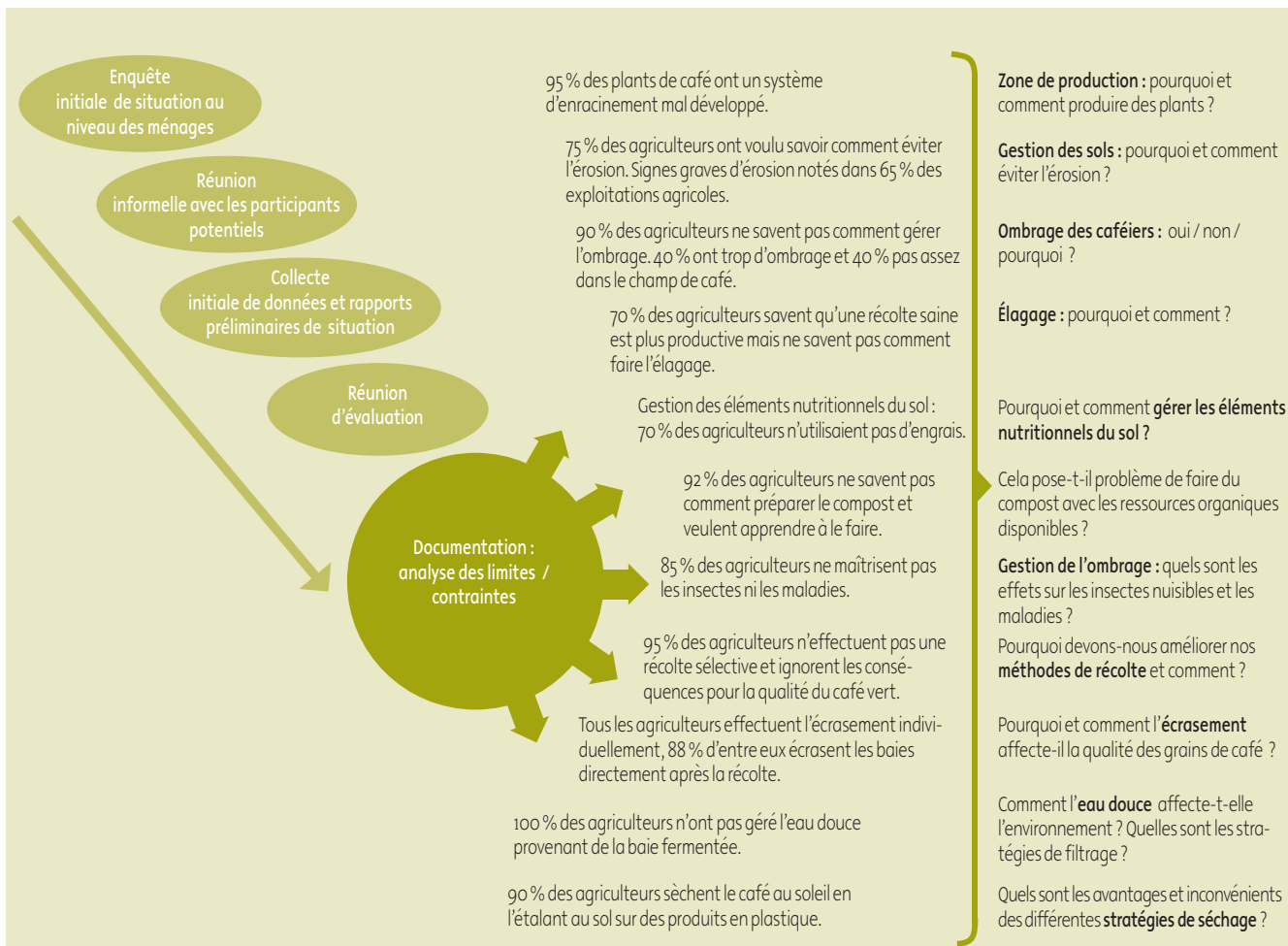
On élague ! Photo : auteur.

simple fiche descriptive conçue à l'université de Wageningen, où les résultats agricoles individuels restent anonymes. Les résultats sont discutés tous les trois mois dans les groupes de champs-écoles. Toutefois et souvent dans un délai court, les agriculteurs s'informent mutuellement et de manière ouverte sur leurs propres résultats. Ces discussions favorisent la comparaison des pratiques et des progrès et l'échange d'informations entre agriculteurs. Ces échanges leur ont donné l'occasion de réfléchir sur les problèmes difficiles à résoudre, en raison des coûts élevés qu'ils supposent. Ainsi, par le biais de l'archivage, les agriculteurs ont développé des compétences pour analyser leur propre situation. Voici quelques exemples

des compétences acquises :

- comment comparer les différences entre les heures consacrées à la récolte par rapport aux heures consacrées aux autres tâches ;
- comment comparer les heures de travail de terrain aux heures consacrées à la récolte du café ;
- comment comparer le revenu par hectare par rapport à toutes les dépenses de l'exploitation agricole.

Les agriculteurs ont trouvé ce type de collecte de données, d'analyse et de discussion très utile, motivant et convivial. Cela s'est matérialisé par la discipline affichée par les personnes impliquées et le travail de haute qualité qui en a découlé. Initialement, seuls six agriculteurs



par école ont commencé à faire de l'archivage car cette méthode était nouvelle aussi bien pour les agriculteurs que pour les animateurs. Après la présentation des résultats du premier cycle de production de café, tous les participants au CE ont voulu compléter l'ouvrage de terrain car ce « journal » leur a permis d'analyser leur propre situation. La force de cette méthode réside dans l'archivage simple et organisé, les observations précises et la présentation visuelle.

Bien entendu, cette approche comporte des limites car elle ne peut résoudre certains problèmes très complexes, par exemple la gestion de l'ombrage. D'autres problèmes sont trop dangereux pour l'expérimentation, notamment celui des maladies et des ravageurs qui se propagent facilement.

L'approche des CE a créé les conditions favorables pour un débat sur les résultats de l'ouvrage de terrain car les agriculteurs et les animateurs ont déjà travaillé en étroite collaboration toute une année. Les groupes CE ont bien fonctionné et se sont avérés des « équipes efficaces » inspirant confiance et respect.

Conclusion...

Pour que les approches d'apprentissage et de recherche dans les champs-écoles aient un

impact réel sur la productivité agricole et les moyens de subsistance, l'utilisation des méthodologies de partage des informations doit être favorisée. Des exemples concrets montrent que la documentation est un outil efficace d'intégration et de développement des connaissances :

- la documentation des conditions de production réelles, effectuée de concert avec les agriculteurs, permet d'identifier les contraintes et les solutions possibles. Ces connaissances sont utilisées pour élaborer un programme de CE adapté. L'implication des agriculteurs depuis le début, augmente leur sentiment d'appartenance au programme d'apprentissage ;
- les petits prospectus qui reprennent les conclusions des rencontres de terrain peuvent aider à l'instauration d'une relation de confiance et de compréhension mutuelles entre les communautés d'agriculteurs. La rédaction du contenu du prospectus par les agriculteurs contribue à l'efficacité du processus d'apprentissage et les encourage à poursuivre ;
- grâce à la méthode de l'archivage dans un « carnet de bord », les agriculteurs conçoivent des outils qui leur permettent d'analyser leur propre situation et de faire des progrès. En comparant leurs propres activités de gestion agricole avec les résultats des autres, ils peuvent adapter les technologies existantes et en expérimenter de nouvelles.

Nous pensons que la documentation est un outil important pour la vulgarisation des connaissances et des processus locaux d'innovation, et nous espérons que les expériences présentées ici encourageront les autres à développer davantage ces idées.

Eefje den Belder. Senior Scientist, Plant Research International, Wageningen, The Netherlands / Project Manager, Sustainable Coffee Project Peru.

E-mail : Eefje.denbelder@wur.nl
Martin García. Local project manager, Pichanaki, Peru.

Don Jansen. Senior Scientist, Plant Research International, Wageningen, The Netherlands / Project Manager, DE Foundation.

Références

Freire, P. 1996. Pedagogy of the oppressed.

Pelican. London, U.K.

Gallagher, K. 2003. Fundamental elements of a farmer field school. Revue Agridape, vol. 19, n° 1.

Thijssen, R. 2003. PTD practitioners: back to school? Revue Agridape, vol. 19, numéro 1.

Thomson, I. et J. Bebbington. 2004. It doesn't matter what you teach? Critical Perspectives on Accounting, 15(4/5).

Nous tenons à remercier Sara Lee / Douwe Egberts pour son appui financier à travers la DE Foundation, Stefanie Miltenburg (Directrice de DE Foundation) pour son appui, ainsi que l'équipe locale du projet pour son assistance : Giovanni Curiñaupa, Alex Gomez, Anthony Marin et Gino Marin.



EN RÉSEAU POUR MIEUX DOCUMENTER

K.V.S. Prasad et T.M. Radha



10

Des participants discutent du processus de documentation. Photo : S. Jayaraj.

En Inde, la fondation Agriculture Man Ecology (AME) et d'autres ONG travaillent depuis la fin des années 80 sur les moyens d'améliorer la viabilité et la productivité des ressources agricoles et naturelles des communautés rurales dans les Etats de Karnataka, Tamil Nadu et Andhra Pradesh. Cependant, pour apprendre les uns des autres, il est indispensable de disposer de mécanismes de partage de l'information efficaces. AME, en collaboration avec ILEIA, publie LEISA India, une des éditions régionales du magazine Leisa. Le principal problème dans la publication d'un magazine est l'accès à des informations de qualité et aux expériences sur le terrain. Pour renforcer davantage les échanges d'informations sur l'agriculture durable entre les organisations impliquées, un nouveau concept a été conçu et diffusé. Ceci a servi de base à l'organisation d'un atelier de concertation sur les obstacles liés aux échanges d'informations relatifs aux expériences sur le terrain.

Lors de cet atelier, les participants se sont exprimés sur l'importance du processus de

documentation et de partage des acquis et expériences pour AME, mais également pour s'assurer que d'autres tirent les leçons de ces expériences. Ils ont aussi élaboré un plan d'action pour la mise en place d'un système d'échange d'informations sur l'agriculture durable plus large et plus performant. Le plan tente de répondre à deux questions :

- Comment générer, documenter et disséminer davantage d'informations sur l'agriculture durable ?
- Quelles sont les capacités requises au sein des organisations pour atteindre ce but ?

Les participants ont conclu que les capacités ne pouvaient être renforcées avec un seul atelier de formation, et qu'il était essentiel d'envisager un programme sur le long terme. Un tel programme devrait par ailleurs s'inspirer des besoins et priorités des organisations, permettre d'intensifier et de fixer des priorités pour les processus de documentation et de communication au sein des organisations, et renforcer les capacités du personnel à accomplir ces tâches.

Un des résultats de l'atelier a été le développement du consortium LEISA India, qui inclut AME et d'autres partenaires tels que MYRADA, GEAG, le Tamil Nadu LEISA Network et des personnes qui s'intéressent à l'agriculture durable. Quoique informelles et peu structurées, les organisations impliquées dans le consortium ont commencé à s'entraider et ont réussi à mettre sur pied un programme commun de deux ans portant sur la documentation et la communication pour la période 2004-2005. Le programme a été conceptualisé et développé par LEISA Inde en collaboration avec ILEIA.

Le Programme de documentation et de communication

Les organisations ont dû s'engager à hiérarchiser le processus de documentation, identifier les personnes qui doivent y prendre part, et, enfin institutionnaliser le programme dans leurs organisations. Les activités sont organisées autour d'ateliers sur la collecte d'information, la documentation, la communication, ainsi que

des réunions de planification et d'évaluation. Les organisations partenaires ont alloué des tranches horaires pour permettre à leur personnel de participer à toutes les activités du programme. Les équipes de LEISA Inde et de ILIEA ont fourni tout le soutien nécessaire.

Le programme a développé trois approches : l'apprentissage participatif, l'apprentissage par l'action, la planification et l'évaluation des résultats. L'apprentissage participatif a permis de tirer les enseignements des diverses expériences des participants par rapport aux informations agricoles dont ils disposent sur le terrain. L'apprentissage de groupe a été combiné avec des exercices individuels dépendant des priorités de chaque participant. Quant à l'apprentissage par l'action, elle a bénéficié du soutien de personnes ressources expérimentées qui ont su apporter la valeur ajoutée nécessaire. Ces ateliers se sont donc construits autour d'expériences qui existaient déjà, de compétences et de capacités disponibles au sein du groupe à chaque étape du programme. Il était aussi très important que les participants mettent en pratique dans leurs propres organisations les enseignements qu'ils avaient tirés du programme. Le fait d'insister pour que les mêmes individus participent à tous les ateliers et accomplissent les tâches requises a été d'une aide fondamentale dans le renforcement de capacités au sein des différentes organisations.

Les processus intégrés de planification et d'évaluation ont garanti un maximum de concentration et de rigueur. L'implication des responsables d'organisations dans les réunions d'études aux côtés des participants, a aidé à l'évaluation des progrès réalisés, mais a également fourni le soutien et l'engagement nécessaires pour le programme.

Trois ateliers sur les mécanismes de référence, la documentation et la communication ont été organisés. Chaque organisme a accepté d'entreprendre une évaluation de ses activités de documentation avant le premier atelier, permettant ainsi de définir des objectifs et un programme spécifiques. Ils ont aussi choisi en priorité deux expériences qu'ils souhaiteraient documenter et publier. Ces ateliers ont été très intensifs, impliquant une évaluation pas à pas de la progression des participants par le groupe et par des personnes ressources. Un intervalle minimal de trois mois entre chaque atelier est observé pour permettre aux participants de s'acquitter de leurs obligations. Les ateliers se tenaient loin de la ville, assurant ainsi une semaine de concentration ininterrompue pour faciliter le processus de réflexion et d'apprentissage.

Que faut-il documenter ?

Le premier atelier tenu en novembre 2003, a commencé par l'identification des expériences de terrain. Chaque participant a présenté une expérience choisie par son organisation, en prenant le soin d'expliquer le pourquoi de ce choix. Les expériences choisies servent de support pour les tâches que les participants doivent exécuter au cours de l'atelier.

Une étude de terrain avait été planifiée afin de montrer les contraintes liées à l'identification des expériences intéressantes et à la collecte des informations pertinentes sur le terrain. Le projet de bassin hydrographique de MYRADA a été sélectionné dans ce cadre. L'atelier a intentionnellement évité les discussions sur les méthodologies conventionnelles avant la visite sur le terrain afin de permettre aux participants d'explorer, selon leur expérience, les mécanismes appropriés et efficaces pour collecter des informations susceptibles de mener à une description complète de l'expérience choisie.

L'exercice a permis aux participants d'interagir avec plusieurs groupes impliqués dans le projet et de mettre à l'essai diverses méthodes de collecte d'informations. Ils ont également manipulé des appareils numériques pour se familiariser avec la documentation photo. Les participants étaient accompagnés d'un photographe qui faisait des observations discrètes tout au long du processus. Après la visite sur le terrain, les participants ont livré avec beaucoup d'humour leurs impressions sur leurs aptitudes en documentation photo.

Les ateliers sont structurés de façon à ce que chaque participant soit en mesure de contribuer à partir de ses connaissances et expériences de terrain. Les discussions de groupe, les réflexions, les préjugés et les erreurs commis ont contribué à mieux préparer les participants. En outre, ils ont discuté des résultats de l'étude de terrain, livrant leurs impressions sur le processus et ont présenté un rapport durant l'atelier. C'était un exercice particulièrement important et enrichissant en ce sens qu'il a amené les participants à associer leurs approches, points de vue et expériences individuels et à expliciter les nouvelles idées et connaissances acquises. À la fin de l'atelier, les participants ont présenté les expériences choisies et ont procédé à la planification de leurs activités.

communiquer de façon simple et efficace

En février 2004, les participants sont revenus pour le deuxième atelier avec des textes sur lesquels ils avaient travaillé depuis le premier

atelier. Ces textes portent entre autres sur « la participation des femmes dans le système de vulgarisation agricole », « une étude de l'approche collective des femmes agricultrices dans le cadre de la production et de la vente de légumes bio », ou encore « les changements des pratiques culturelles suite aux interventions sur le bassin hydrographique ». Chaque document a été lu individuellement et analysé sur la base de sa pertinence et de la fiabilité des données. Nous avons également tenté de voir si chaque étude avait réussi à décrire avec succès les processus et impacts de façon intégrale et fiable.

Chaque partenaire a présenté son texte qui a été évalué par les participants répartis en petits groupes. L'approche a été très efficace à cause de la nature pluridisciplinaire du groupe. Nous avons veillé à ce que chacun de ces groupes ait une composition aussi représentative et éclectique que possible, avec un équilibre entre les compétences, le genre, l'expérience et les connaissances.

Le processus a aidé les participants à identifier les difficultés et les forces d'un tel processus ; ils se sont aussi rendus compte que la documentation doit être continue systématique et régulière au sein des organisations, pour être efficace. Une volonté sérieuse seule ne suffira pas et surtout n'aidera pas à retrouver des informations qui ont été « égarées » dans les méandres de la mémoire. Sur la base des apports reçus, les participants ont dû retourner sur le terrain, pour améliorer leur texte.

L'atelier a également abordé les techniques de rédaction. L'on a ainsi réitéré l'importance d'écrire de manière simple et directe. Un journaliste de renom travaillant dans le secteur du développement a partagé son expérience et ses conseils avec les participants. Le deuxième atelier a ainsi aidé les participants à réfléchir, à analyser de façon critique et à apprendre à communiquer de façon simple et efficace.

Des supports pour diffuser les expériences

Le troisième atelier tenu en septembre 2004 s'est focalisé sur les stratégies de diffusion des messages en direction des cibles. Des personnes ressources issues des médias et de la communication ont été associés à l'atelier.

L'atelier s'est penché sur les supports de communication ainsi que sur le choix des messages à utiliser à l'endroit d'une cible particulière. Des spécialistes ont initié les participants à l'usage des enregistrements radio et vidéo à cet effet. Ces spécialistes ont égale-



Un des auteurs apprend à manipuler l'appareil photo numérique. Photo : K. V. S. Prasad.

12

ment apporté des précisions importantes sur l'usage de ces outils mais également sur leurs insuffisances. Ils ont également souligné le coût élevé de l'achat et de l'entretien de ces outils. Nous avons essayé d'explorer les méthodes les plus appropriées pour communiquer les expériences des partenaires tout au long de l'atelier. Les participants ont ainsi confectionné des affiches ainsi que des journaux basés sur leurs diverses expériences. L'atelier s'est achevé avec une séance de planification pour les prochaines rencontres.

Les participants ont mentionné que lors des activités de cette année, ils avaient déjà réussi à faire de leurs premières études un produit de communication et qu'ils en étaient déjà à la documentation de leur deuxième expérience. De même, ils ont déclaré faire de réels efforts pour diffuser le travail de leurs organisations : l'édition indienne et l'édition internationale du LEISA ont ainsi publié un article sur Namma Dhvani, un service de radio communautaire ; l'article de MYRADA intitulé « Planter des arbres sur des diguettes » a été publié dans le German Agro Action ; un des participants a réalisé une affiche et un documentaire sur « les droits des femmes en milieu agricole » distribués dans plusieurs ONG et organisations. À la fin de la première année du programme, les participants ont senti un réel changement ; ils « écrivent à présent avec un objectif » plutôt que par simple devoir ou responsabilité. Leurs textes sont dorénavant plus complets et plus pertinents. Le programme a démontré que vu le temps, les ressources et la concentra-

tion requis, il est tout à fait possible de mener à bien un processus de documentation. Toutefois, les participants ont parfois avoué que leurs intérêts individuels les ont davantage poussés à terminer leurs tâches à temps. Mais ils sont encore débordés une fois retournés dans leurs organisations respectives où d'autres responsabilités les attendent. Il ne fait donc aucun doute que ce programme doit être institutionnalisé.

Institutionnaliser la documentation

Durant la seconde année, nos efforts se sont concentrés sur l'institutionnalisation de la documentation dans les organisations respectives afin que le processus continue, même après la fin du programme.

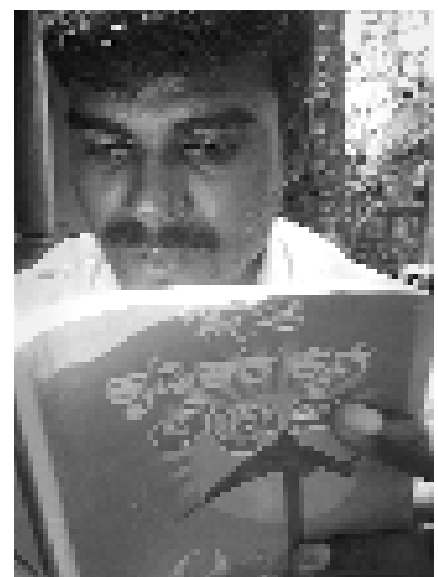
Nous avons ainsi planifié des activités au sein des organisations afin que le processus de documentation soit enseigné à l'ensemble du personnel. Cela s'est effectué dans certains cas en formant des groupes de travail responsables des activités de documentation en cours. Le renforcement des compétences des membres de l'équipe constitue une autre forme d'institutionnalisation. Par exemple, MYRADA a organisé un atelier de formation en communication et documentation pour ses cadres. Dans la même optique, le réseau Leisa, en partenariat avec AME Tiruchi Unit, a pris les devants et organisé un atelier de documentation pour certaines de ses organisations partenaires. Plus de 20 membres de différentes ONG ont ainsi été formés sur les aspects

de la documentation et de la communication. Cet atelier a été une innovation de taille marquant la collaboration entre la All India Radio Tiruchi et la Fondation AME dans la diffusion d'une série de programmes basés sur des expériences de terrain. De la même manière l'équipe Madanapalli de l'AME a intensifié sa couverture des activités et manifestations dans les journaux et médias locaux.

Ces processus d'institutionnalisation ont permis aux organisations de comprendre l'importance de la documentation et d'entreprendre des actions durables. Ces organisations ont en effet planifié et exécuté en interne des programmes de renforcement de capacités avec l'aide du personnel déjà formé, permettant ainsi d'assurer la continuité des activités et de préserver les acquis. Les participants et les organisations impliquées ont remarqué les améliorations aussi bien au niveau du contenu que de la présentation de leurs documents, ce qui a renforcé la reconnaissance et la visibilité de leurs actions. Plus important encore, les organisations participantes ont pu bénéficier du programme.

Toutefois, l'enthousiasme créé par les organisations qui ont participé au programme doit être entretenu et soutenu dans le temps afin que la documentation devienne une habitude complètement intégrée au sein des projets. C'est ainsi seulement que les expériences sur le terrain mèneront à la capitalisation de connaissances accessibles à tous et qui peuvent aider à mieux développer l'agriculture durable.

*K.V.S. Prasad et T.M. Radha. AME Foundation.
Post Box # 7836, No.1583, 17th Main, 2nd
Phase, J.P. Nagar, Bangalore, 560078
Karnataka, India.
E-mail : amefbang@amefound.org*



On s'inspire d'autres documents pour la mise en page finale. Photo : S. Jayaraj.

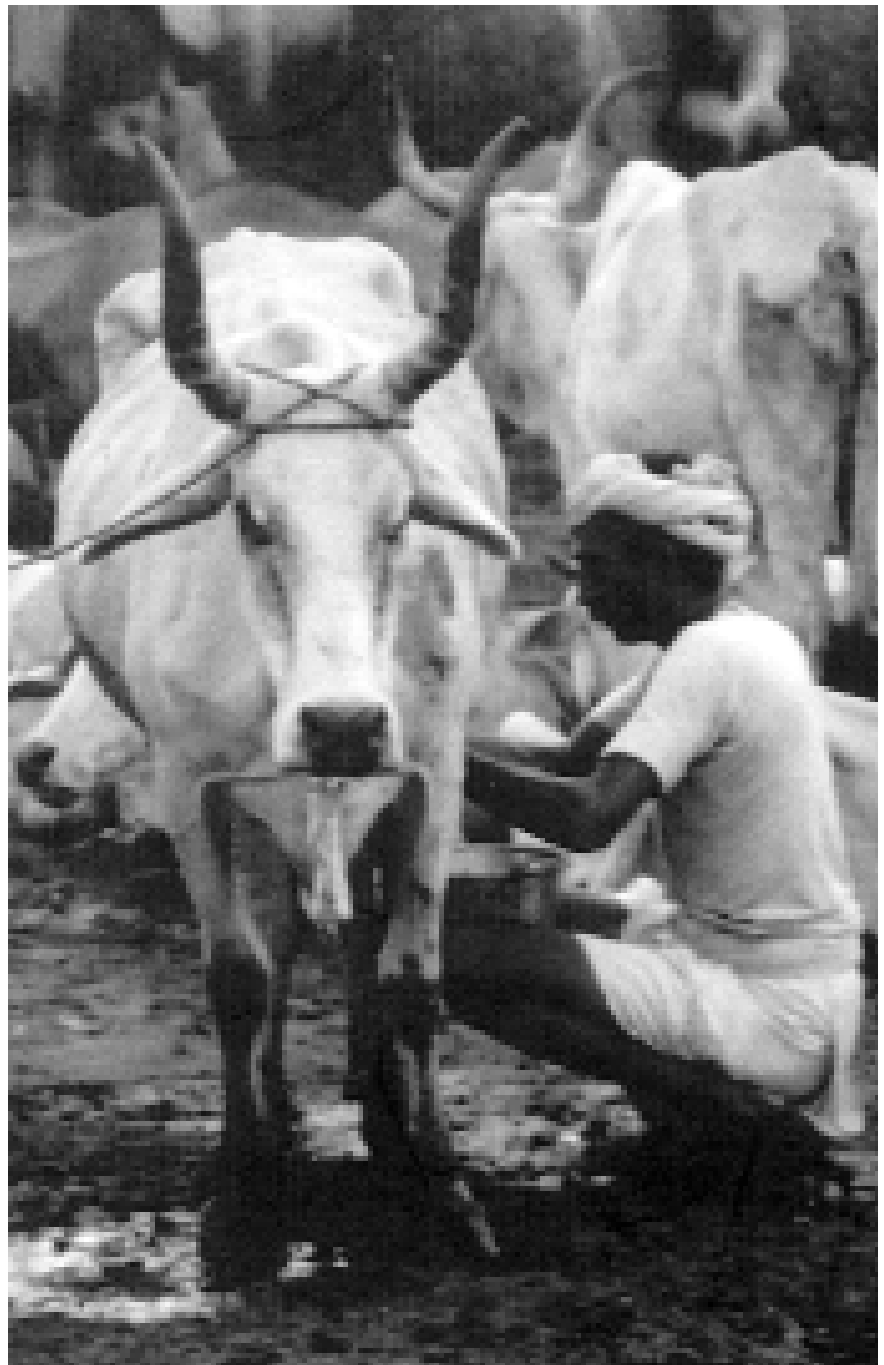


Le bétail joue, à bien des égards, un rôle essentiel dans le renforcement des moyens de subsistance de millions de personnes. Une documentation complète des espèces animales existantes est nécessaire pour permettre l'utilisation durable et la préservation de la diversité des animaux domestiques. Les méthodes conventionnelles de documentation se focalisent sur les tailles des populations et sur les caractéristiques de la production. Elles sont pour la plupart basées sur les données numériques et les mensurations, et sur les résultats obtenus lors des contrôles. Mais en étudiant une espèce sous cet angle, on ne tient pas compte des priorités des éleveurs et la place réelle qu'occupe l'élevage au sein des familles, qui va au-delà des chiffres. Du point de vue du paysan pour qui les produits commercialisés sont souvent d'une importance secondaire, ces informations obtenues ne reflètent donc pas la situation.

Cette méthodologie de documentation a également d'autres failles. Elle ne montre pas le rôle des communautés d'éleveurs ni les connaissances locales qui ont été déterminantes dans le développement et la gestion des espèces ou des troupeaux. Ce manque contribue à répandre le mythe selon lequel les espèces locales ont été le fruit d'une simple sélection naturelle et non celui d'une stratégie réfléchie. Beaucoup pensent aussi que chacun est libre d'utiliser ces espèces locales à des fins commerciales ; au hasard et sans compensation pour leurs éleveurs ou gardiens traditionnels.

Une approche globale

Dans le cadre d'un projet subventionné par la GTZ, l'ONG Lokhit Pashu-Palak Sansthan (LPPS) et d'autres ONG indiennes qui composent le réseau LIFE (LIFE signifie Bétail Local pour l'autonomisation des populations rurales) ont collaboré pour développer une approche de documentation des ressources génétiques animales plus participative. L'objectif est de montrer la contribution réelle des éleveurs et de donner des informations sur les espèces au-delà des données quantitatives. La méthode reproduit les caractéristiques importantes des espèces traditionnelles qui avaient été ignorées auparavant et met l'accent sur les connaissances et les priorités des communautés associées. De manière plus significative, elle considère les espèces



*Les vaches de race Nari à l'heure de la traite (Radjasthan, Inde).
Photo : Ilse Köhler-Rollefson*

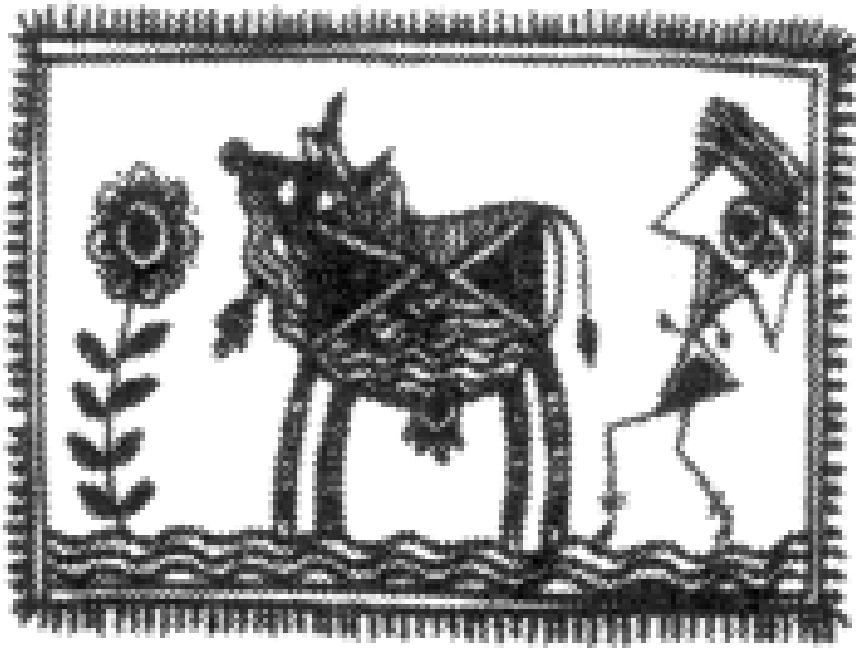
comme des produits des réseaux sociaux. Expérimentée d'abord en Inde, cette approche a été appelée « l'approche LIFE ».

L'approche LIFE n'est pas une méthode fixe mais plutôt un cadre qui utilise une démarche participative flexible. Jusqu'ici, elle a été testée sur de grands animaux, tels que les bovins, les buffles et les moutons, et principalement dans des contextes pastoraux. Mais elle peut égale-

ment être utilisée sur d'autres espèces animales et dans d'autres systèmes agricoles. Il existe sept phases et sur la base des informations demandées, différentes méthodes sont utilisées à chaque étape :

1. Le contexte social et culturel

La première phase vise à étudier le contexte dans lequel on trouve le bétail, c'est-à-dire



Logo de l'initiative LIFE.

étudier le lien entre l'espèce et une communauté, une entité culturelle ou une sphère sociale particulière. Pour décider si une population animale représente une espèce, il est nécessaire de déterminer s'il y a des institutions de reproduction (comme, par exemple, un taureau élevé collectivement), ou si la plupart des animaux sont nés dans la bergerie et ne sont pas achetés ou amenés de l'extérieur. C'est quelque chose qui peut être découvert à travers des enquêtes informelles, des interviews ou des discussions. Les populations locales utilisent souvent plusieurs mots différents pour décrire les classes d'âge, de sexe et la couleur des espèces. Les termes utilisés peuvent être une manière indirecte de découvrir l'importance des connaissances locales sur une espèce. Écouter et enregistrer les termes généralement utilisés aide à promouvoir une compréhension des concepts locaux, et contribuer à la communication.

2. Le contexte écologique et de la production

La deuxième phase commence par la définition de la zone de reproduction. Le fait d'avoir demandé aux agriculteurs de dessiner une carte aide à déterminer si la région où l'espèce est trouvée est rattachée à une quelconque zone écologique particulière. En même temps, celle-ci définira la principale utilisation du sol et des systèmes agricoles dans la zone, et établira comment l'espèce s'adapte à ces derniers. De même, la répartition des espèces est souvent étroitement liée aux types de sol et à leur teneur en minéraux,

donc elle aide à comprendre la base de la classification locale. Il est également important de demander l'endroit où les animaux pâturent, à quelle période de l'année, et quelles espèces de fourrage ils préfèrent. Les réponses permettent souvent de connaître les difficultés auxquelles une espèce fait face lorsqu'elle se trouve dans des zones de pâture plus petites.

3. Importance des moyens de subsistance (« Objectif de Sélection »)

Les gens façonnent une espèce afin qu'elle réponde à leurs besoins de subsistance. L'« objectif de sélection » peut être défini comme les caractéristiques qui sont nécessaires à une espèce pour accomplir son rôle dans le système de production. Chez les espèces traditionnelles, l'objectif de sélection est souvent un mélange de caractéristiques et peut, par exemple, porter sur une production laitière acceptable combinée à la capacité à survivre dans un environnement défavorable. Pour une race de mouton élevée dans un système pastoral, il peut être, les rendements en chair ou en laine ainsi que la capacité à aller en migration. Les bons instincts de maternage peuvent également être un objectif de sélection chez le bétail élevé de manière intensive. Les besoins en devise sociale peuvent constituer un autre objectif de sélection. En interrogeant les experts locaux, cette phase vise à fournir des renseignements sur :

- la gamme de produits et d'utilisations, mais qui essaie également de prendre en compte le rôle social, environnemental et rituel ;

- le niveau de production dans le contexte local ;
- la performance de reproduction, la collecte des données sur l'âge à la première naissance par exemple, les intervalles entre les naissances, le taux de survie de la progéniture, etc.

4. Gestion du patrimoine héréditaire

Une quatrième phase étudie le processus de reproduction. Celui-ci commence par l'observation des sélections locales ou « l'objectif de sélection » : outre les critères de reproduction déterminés par le système de production global, les populations ont d'habitude des idées précises sur le type d'animal souhaité. Basées sur la culture, ces préférences pour une certaine couleur, taille, ou un comportement peuvent être considérées comme « l'objectif de sélection ». Certains traits physiques peuvent en fait être génétiquement liés à certaines caractéristiques de performance.

Il est donc important de déterminer ce qui rend cette espèce différente des autres élevées non loin de là ou issues d'espèces à rendement élevé. Ces caractéristiques spéciales peuvent être liées à la résistance à la maladie (ou également à la prédisposition à certaines maladies), à leurs comportements, à l'utilisation et au goût de leurs produits.

Cette phase étudie également les mécanismes et les stratégies de reproduction, parce que la reproduction peut être influencée par des considérations sociales ou des stratégies rationnelles. Parmi les mécanismes sociaux, il y a les tabous sur la vente des animaux femelles à quelqu'un qui n'appartient pas à la communauté ; la coutume qui consiste à prêter des animaux à des parents plus pauvres, ou donner en offrande certains animaux mâles à un dieu ou à une déesse. D'autre part, nous considérons comme « stratégies » les pratiques utilisées pour influencer de manière intentionnelle une espèce selon les préférences et les priorités des populations. Elles comprennent par exemple, le choix par sexe, l'archivage des comptes rendus oraux sur l'histoire de la race, la castration des animaux mâles non désirés, ou le refus de l'élevage en consanguinité.

5. Taille et tendance de la population

Après avoir déterminé la zone de reproduction, il est nécessaire d'établir la taille de population de ces espèces dans la région, à partir des données ou des registres officiels et de la vérifier avec des études dans un échantillon aléatoire de villages. Les résultats obtenus sont comparés avec les recensements ou les statistiques plus anciennes, pour

déterminer la tendance générale de cette population. L'opinion des membres plus âgés de la communauté est essentielle dans ce cas.

6. Les chances pour l'utilisation et la préservation durables

Cette phase porte sur les difficultés auxquelles la race est confrontée et qui menacent sa survie ou son utilisation durable. Les problèmes sont liés à l'absence de pâturage, aux changements des systèmes de production agricole, à la disparition des institutions traditionnelles, au manque de soins sanitaires, à l'absence de demande sur le marché, au manque général d'intérêt de la part de la plus jeune génération, à la sécheresse ou autres catastrophes naturelles et aux conflits sociaux. L'intérêt de la communauté locale peut être vu à travers l'existence d'institutions locales, ou à cause de l'identité culturelle.

7. Des données de référence pour contrôler l'impact social

Lors de la dernière phase, il est essentiel de connaître le nombre de personnes qui dépendent partiellement ou totalement de la race, particulièrement lorsqu'on relie le processus de documentation à un projet de conservation. Ceci permet d'évaluer le succès de l'activité. Un projet communautaire ne peut fonctionner que si les populations locales tirent profit de l'élevage de la race. Ainsi, son objectif doit être de générer des ressources ou de produire de la nourriture.

Les techniques de recueil des informations

Les différentes phases utilisent plusieurs techniques de recueil des informations basées sur une démarche participative. Celle-ci inclut les discussions collectives et les enquêtes officielles ou les entretiens libres, avec les anciens de la communauté dans certains cas et des experts-éleveurs dans d'autres. En principe, 50 % de tous les informateurs devraient être des femmes. La dynamique de groupe peut également être utilisée pour, par exemple, le classement de préférence, en utilisant des photographies d'animaux avec des traits ou caractéristiques différents. En même temps, l'étude participative est nécessaire tout au long du processus.

Le principal objectif est de comprendre une espèce à partir du point de vue des éleveurs, ce qui exige une bonne relation et une attitude permanente de respect. La collecte d'informations doit aller de pair avec la prise de conscience des éleveurs locaux de la valeur de leurs propres espèces. Inutile de dire que le consentement préalable des autorités de la communauté est

essentiel, puisqu'il s'agit de partager et de vérifier les résultats avec l'ensemble de la population.

Les informations recueillies peuvent alors être présentées de plusieurs manières. Elles peuvent être conservées dans un livre ou un article, ou servir de données de base pour la conception d'un programme d'élevage. Elles peuvent être insérées dans un livre scolaire, ou également être diffusées dans de petites brochures en langues locales. Ces informations présentent beaucoup d'avantages, car elles valorisent les connaissances et la culture des populations et suscitent de nouvelles idées et méthodologies.

Un accord pour sauvegarder les connaissances locales

La documentation des connaissances locales est controversée. Les étrangers peuvent l'exploiter pour se faire de l'argent. Certains pensent que le fait de les répertorier et de les diffuser peut préparer la voie à la bio-piraterie. D'autres soutiennent qu'en fournissant un document écrit sur les connaissances locales, on peut éviter les risques de bio-piraterie et de tentatives de brevetage. Certaines ONG, particulièrement en Inde, tiennent des registres communautaires, où sont consignés des documents sur les connaissances des populations en matière de biodiversité ou de conservation. Dans le contexte des systèmes de droits de propriété intellectuelle, de tels registres établissent les connaissances locales comme un « état de la technique » et la communauté comme le principal détenteur de ces droits. En documentant l'élevage du bétail local, la méthode LIFE soutient également les efforts entrepris par les communautés pour réclamer les ressources génétiques animales comme leur propriété. Ceci constitue, par conséquent, un outil important pour le mouvement émergent sur « les droits des éleveurs » qui a été lancé par des représentants des pasteurs et leurs organisations de soutien afin de protéger les droits des communautés d'éleveurs sur leurs ressources génétiques animales.

En octobre 2003, les représentants d'éleveurs se sont rencontrés au Kenya pour discuter des questions relatives aux ressources génétiques animales. Ils ont publié une déclaration, connue sous le nom de « Engagement Karen », qui appelle à un accord international reconnaissant :

- la contribution historique des pasteurs et d'autres communautés au développement de la diversité des animaux domestiques ;
- une reconnaissance des droits des éleveurs, y compris le droit à l'accès, à l'épargne, à l'utilisation, à l'échange, ou à la vente de leurs ressources génétiques, non restreints par les droits de propriété intellectuelle et le droit de

tirer un profit mérité de l'utilisation des ressources animales dans leurs communautés. On espère que les chercheurs intégreront la méthode LIFE dans leur démarche de recherche. Ceci serait certainement une contribution importante aux approches plus axées sur les personnes dans la gestion durable des ressources génétiques animales.

Références

Köhler-Rollefson, I. et J. Wanyama. 2003. *L'Engagement Karen. Travaux d'une conférence organisée par les communautés locales d'éleveurs sur les ressources génétiques animales, tenue à Karen, Kenya, les 27-30 octobre, 2003. Forum des ONG allemandes sur l'environnement et le développement, Bonn, Allemagne.*

Köhler-Rollefson, I. et H. S. Rathore. 2005. *The LIFE-Method: A People-Centred Conceptual and Methodological Approach to the Documentation of Animal Genetic Resources. Document présenté à Tropentag 2005, Université de Hohenheim, Stuttgart, Allemagne*
<http://www.tropentag.de/2005/abstracts/full/604.pdf>

LPPS et I. Köhler-Rollefson. 2005. *Indigenous Breeds, Local Communities. Documenting Animal Breeds and Breeding from a Community Perspective. Lokhit Pashuk Palak Sansthan, Sadri, Rajasthan, Inde.*

Ilse Köhler-Rollefson
Ligue pour les Populations pastorales et le Développement endogène du bétail, Pragerlatostasse 20, 64372 Ober-Ramstadt, Allemagne.
E-mail : info@pastoralpeoples.org

Hanwant Sigh Rathore
Lokhit Pashu-Palak Sansthan, P.O. Box 1, Sadri 306702, District Pali, Rajasthan, India.
Adresse temporaire: LPPS Training Centre, Butibag, near Mammaji ka Dhuni, Alsipura, via Rajpura, Sadri 306702, District Pali, Rajasthan, India
E-mail : lpps@sify.com

Cet article s'inspire de la communication faite par les auteurs lors de Tropentag 2005, à l'Université de Hohenheim en Allemagne et du livre de Lokhit Pashu-Palak Sansthan et d'Ilse Köhler-Rollefson intitulé : « Indigenous Breeds, Local Communities. Documenting Animal Breeds and Breeding from a Community Perspective ».



LES SUCCÈS DE L'UNIVERSITÉ DU PEUPLE

Shree Padre

Adike Patrike est un magazine mensuel sur l'agriculture, publié dans la langue locale de Kannada et distribué dans l'État de Karnataka en Inde. Écrit, édité et publié par des paysans praticiens, ce magazine unique en est à sa 18^e année. Cet article décrit nos expériences et nos apprentissages en tant que journalistes.

Depuis le milieu des années 90, ce magazine considère la récupération des eaux de pluie comme un sujet de haute priorité car à l'époque, comme en ce moment, les lecteurs portaient un grand intérêt à cette thématique. Les eaux souterraines diminuent chaque année de manière drastique, et dans la plupart des régions, le dur labeur des paysans tout au long de l'année ne produit guère de résultats substantiels. Chaque été, la crise de l'eau fait beaucoup de victimes. Généralement, les médias grand public n'ont pas de connaissance pratique sur la récupération des eaux de pluie, et leur couverture de la crise de l'eau et de la sécheresse est plutôt négative.

En tant que journalistes spécialisés dans les questions agricoles et rurales, nous entendions constamment parler de la nécessité d'aménager des bassins versants hydrographiques et de récupération des eaux de pluie. Mais même les diplômés en science n'étaient toujours pas en mesure de comprendre ce que cela signifiait. Pire encore, les techniques décrites dans les livres ou suggérées par les services gouvernementaux vont au delà de la capacité des populations. Elles impliquent la construction de barrages qui nécessite beaucoup d'investissement, ce qui est inaccessible pour beaucoup de personnes. Nous avons donc essayé de trouver des solutions simples que les villageois peuvent réaliser eux-mêmes.

Instaurer la confiance

S'inspirant sur des expériences intéressantes de quelques ONG en matière de récupération des eaux de pluie, nous avons dressé nos propres directives pour les actions futures. Nous avons établi trois conditions :

- les expériences choisies sont celles de personnes ordinaires, que nous avons appelées « université populaire »
- elles ont été réalisées sans la subvention du gouvernement.
- les techniques à documenter et à publier dans notre magazine sont répliquables au moins dans quelques villages environnants.

Puisque la récupération des eaux de pluie est un nouveau concept, notre premier défi est de convaincre les lecteurs d'*Adike Patrike* que cela fonctionne. Les premières expériences ont clairement prouvé que les exemples de réussite des personnes ordinaires constituent une grande source d'inspiration pour nos lecteurs. De tels exemples de réussite peuvent être très stimulants parce que plus crédibles de leur point de vue. Au besoin, ils peuvent visiter une expérience, contrôler l'information et au besoin suivre la méthode ; elle est accessible. On ne peut pas en dire autant des exemples de réussite des services gouvernementaux.

L'autre leçon que nous avons apprise du journalisme, c'est la valorisation de la dimension

humaine. Les statistiques et autres détails techniques ne sont pas très intéressants pour le lecteur. Nous avons donc essayé de traduire à travers nos articles les émotions des personnes, les efforts qu'elles ont consentis, les leçons qu'elles ont tirées de leurs expériences et les messages qu'elles pourraient transmettre aux autres. Nous avons veillé à ce que chaque compte rendu ait de la matière à réfléchir, en soulignant quelques échecs et des interventions non durables que nos populations ont tenté dans le domaine du sol, de l'eau, de la forêt et de la nature.

commencé à être invités en tant que personnes ressources dans les réunions publiques. Au début, nous déclinions poliment ces invitations, pensant que nous n'avions pas suffisamment d'expérience. Cependant, nous avons très tôt constaté que nous avions des exemples de réussite encourageants, véhiculant l'optimisme et qui démontrent qu'il est possible de conserver le sol et l'eau avec peu d'efforts. Cela nous a incités à accepter des invitations pour différentes réunions de sensibilisation organisées par des paysans, des ONG et des organisations gouvernementales. Nous avons développé des supports de communication tels que des diaporamas. À la demande des groupes locaux, l'auteur de cet article a présenté plus de 400 diaporamas à travers tous les États de Karnataka et de Kerala.

Vivre des expériences

Les contacts établis pendant les diaporamas ont été l'occasion de « découvrir » des exemples de réussites. Nous débutions toujours en demandant aux participants de partager leur expérience réussie sur la récupération des eaux avec les autres membres. L'une des plus intéressantes est celle de Munda Shrikishna Bhat, un paysan qui vit dans l'État de Karnataka. Il y a plusieurs années, il a permis l'extraction de pierres de construction de la colline qui se trouve en face de sa maison. La carrière s'est progressivement agrandie, ressemblant à un grand réservoir vide qui s'est petit à petit rempli d'eau de pluie. Et sans surprise, le niveau de l'eau du puits qui se trouve dans son jardin situé au contrefort s'est considérablement accru. Il a poursuivi cette tâche sans relâche jusqu'à obtenir beaucoup d'eau dans son puits.

L'autre cas est celui de Vijayamma, une paysanne avec son mari, dévie depuis vingt ans l'eau de ruissellement de la route voisine au pied de leurs cocotiers. Bien que la plupart des 45 puits dans cette région soient secs quatre mois sur douze, Vijayamma ne s'en inquiète pas grâce à ce simple effort. Elle a même pu fournir de l'eau aux voisins pendant la saison sèche. Durant la visualisation du diaporama sur la récupération des eaux de pluie qui a eu lieu dans leur village, situé dans l'État du Kerala, elle a fièrement mentionné que nous étions en train de discuter de choses qu'ils réalisent depuis plus de deux décennies.



Adike Patrike

La publication de ces expériences a soulevé un intérêt immédiat. En conséquence, nous avons

Pendant des années, nous avons réussi à avoir des récits à partir d'échanges, des réunions de groupe et des conversations informelles, ou d'un retour de la part de nos lecteurs. Beaucoup d'entre eux sont finalement devenus des exemples de réussite de conservation du sol et de l'eau, source d'inspiration pour les autres.

Documenter les réussites

Comment documentons-nous les exemples de réussite ? Le plus souvent, c'est en effectuant des visites sur le terrain. Nous recherchons le plus souvent des informations sur la sécheresse ; les systèmes de récupération des eaux de pluie ; les raisons qui poussent les paysans à choisir une technique particulière ; les dépenses encourues et bénéfices récoltés ; les enseignements tirés du processus d'expérimentation ; et les changements opérés, et tout conseil utile aux collègues paysans. Nous prenons également quelques photographies.

Nos ressources actuelles ne permettent pas le voyage de longue distance, ainsi dans certains cas pour avoir des précisions sur une information, nous appelons le paysan au téléphone. Ainsi, nous avons une idée globale, qui nous aide à établir un questionnaire détaillé et à faire des suggestions pour des photographies. Le paysan essaie alors de compléter le questionnaire et demande à un ami ou même à un photographe professionnel de faire quelques photos prises selon nos directives. Il faut un certain temps, et quelques rappels aimables, avant de recevoir des réponses écrites et des photos. Il nous faut le plus souvent rappeler au téléphone pour avoir des informations supplémentaires et régler les derniers détails. Et c'est au cours de ces clarifications que nous obtenons souvent des données plus précises.

Au besoin, nous contactons également ceux qui se sont inspirés de l'expérience. Nous essayons toujours de venir à bout des imperfections de cette approche de documentation avec plus de discussion, jusqu'à ce que la plupart de nos points d'interrogation soient clarifiés et que nous ayons une idée détaillée du cas présent. Toutes ces informations sont transformées en article de 800-1000 mots, accompagné de deux images choisies avec précaution pour être publié dans le magazine.

Expériences d'Adike Patrike

En septembre 1996, nous avons commencé une série de reportages intitulée *Nela Jala Ulisalu Nooru Vidhi* (« cent façons de conserver le sol et l'eau »). Bouclée il y a plus de huit ans, la série a suscité un vif intérêt auprès



Les femmes sont particulièrement actives dans la récupération des eaux de pluie.

Photo : auteur.

des populations, des médias grand public et de l'administration.

Nous avons tiré deux enseignements majeurs sur le déroulement du processus :

- un petit exemple de réussite vaut plus qu'une centaine de théories aux yeux des lecteurs ;
- une expérience réussie dans une localité peut motiver les autres membres de la communauté à surmonter leurs blocages et à suivre le mouvement.

À cela, il faut ajouter toutes les implications que la récupération de l'eau peut avoir dans la vie quotidienne des paysans : ils n'ont plus besoin d'acheter de l'eau ce qui représente des économies et aussi ils peuvent éviter d'absorber de l'eau contaminée qui cause beaucoup de maladies hydriques et des problèmes de santé. L'identification de tels liens nous a toujours aidés à présenter notre histoire sous un angle qui présente un intérêt pour les lecteurs.

La complexité de la récupération des eaux de pluie réside dans le fait que seules des techniques de localisation spécifiques peuvent être choisies. Il n'y a pas de solution globale mais un ensemble de choix possible, que nous présentons à travers notre magazine, livres et diaporamas. Chaque paysan est le meilleur juge de son type de sol et topographie, ainsi que des avantages et inconvénients de la récupération des eaux de pluie pour sa région. À partir des principes et conseils pratiques tirés des expériences présentées, ils peuvent développer leurs propres systèmes de conservation du sol et de l'eau. Nous avons reçu plusieurs réactions des lecteurs du magazine qui ont récolté les fruits de la récupération des eaux de pluie. À partir de la 4^e année, ces récits ont commencé à prendre une place importante dans notre série. Bien que les premiers

succès soient individuels, les exemples de réussite communautaire ont lentement commencé à émerger. Aujourd'hui, des milliers de paysans et d'autres personnes vivant dans l'État de Karnataka ont réussi à récupérer les eaux de pluie et à améliorer leurs conditions de vie. *Adike Patrike* est reconnu comme étant le pionnier de la vulgarisation de la récupération des eaux de pluie dans l'État.

Les médias ont commencé à s'y intéresser. Aujourd'hui, à Karnataka, les trois principaux quotidiens publient une chronique hebdomadaire sur la récupération des eaux de pluie. À Karnataka et son voisin Kasaragod, un district de l'État de Kerala avec une minorité parlant le Kannada, des leçons simples sur la récupération des eaux de pluie sont même intégrées dans les livres scolaires. Ce succès a incité la direction de quelques écoles privées à l'expérimenter également avec leurs étudiants. Un mouvement « silencieux » de récupération des eaux de pluie est maintenant créé dans six districts enregistrant de fortes pluies à Karnataka et *Adike Patrike* est fier d'avoir joué un rôle précurseur.

*Shree Padre. Journaliste, Adike Patrike, Post Vaninagar, Via Perla 671 552, Kerala, Inde.
E-mail : yespee@gmail.com*



RENDRE COMPTE AUTREMENT

Paul Van Mele

La pression que représente l'obligation de soumettre régulièrement des rapports de projet crée une situation de stress au sein des organisations. La réflexion critique à engager sur les réalisations, les difficultés et les opportunités se réduit souvent à celle de l'auteur du rapport. Il nous faut donc réévaluer attentivement son importance.

Par ailleurs, le nombre de personnes lisant les rapports est très restreint. Même entre collègues on ne lit pas souvent les écrits des uns et des autres. Les rapports donnent en général l'impression d'être ennuyeux et truffés de mots appartenant au langage des donateurs et ne décrivent jamais ce qui s'est réellement passé ou ce qui a revêtu une réelle importance. Les efforts consentis dans l'élaboration d'un tel système sont souvent disproportionnés par rapport aux enseignements qu'en tirent les équipes ou directeurs de projet et les donateurs. Alors, comment éviter toutes ces insuffisances.

18

Refléter, interagir, consigner

Financé par le U.K. Department for International Development (Agence du Royaume Uni pour le développement international) et basé au Bangladesh, le programme dénommé PETTRA, Poverty Elimination Through Rice Research Assistance (Élimination de la pauvreté à travers l'aide à la recherche sur le riz) a financé 45 sous-projets entre 1999 et 2004. Après une année d'échanges, un groupe de 20 sous-projets axés sur les méthodes de vulgarisation a fourni le contenu du livre « Innovations in Rural Extension: Case Studies from Bangladesh » (Van Mele et al., 2005). Le présent article expose certaines des stratégies adoptées et des enseignements tirés de l'expérience de chaque sous-projet. Ce processus s'est enclenché en octobre 2003. Un canevas a été établi pour aider les 20 sous-projets à documenter leurs expériences. Le canevas se résume en huit chapitres :

- Résumé
- Acteurs et réseau : avec qui avez-vous travaillé
- Évolution de la méthode : origines des idées, modifications apportées au cours de la réalisation du projet
- Méthode de vulgarisation : les étapes définies pour permettre aux autres d'appliquer votre méthode
- Clés du succès : les éléments qui vous ont permis de réussir
- Pièges possibles : obstacles auxquels vous avez été confrontés

- Stratégies utilisées pour la méthode de prise en compte de la dimension genre
- Conclusion

De petits paragraphes ont été insérés sous chaque rubrique expliquant comment obtenir le contenu souhaité. Hormis les suggestions pour présenter certaines informations sous forme de tableaux ou diagrammes, aucune indication n'a été fournie sur le style à adopter. Chacun des 20 sous-projets a présenté un premier draft en début novembre 2003. Au cours d'un atelier tenu en une journée, on a pu mesurer clairement toute la portée du défi à relever. Montrer et expliquer aux gens comment engager une réflexion sur leurs expériences est un processus qui prend du temps. Mais il n'est pas envisageable d'en faire tous des écrivains professionnels. Cette brève expérience a débouché sur trois constats :

- (1) les conseils pour la préparation de la documentation doivent donner plus de précisions et de recommandations sur le style et le format pour avoir une certaine uniformité concernant les études de cas ;
 - (2) une étude de cas modèle peut aider les gens à mieux comprendre le canevas ;
 - (3) le processus doit être conduit sur une longue période avec tous les partenaires.
- Une étude de cas test a été réalisée sur un projet communautaire de production de semences. Le canevas a été reproduit en mettant l'accent sur quelques techniques d'écriture :

- Écrivez comme vous parlez
- Utilisez des noms et des verbes
- Ne soyez pas pédant
- La qualité est dans le détail

Je suis retourné au Bangladesh en tant qu'animateur du projet de documentation et de janvier à septembre 2004, j'ai travaillé de manière intense avec les partenaires pour les aider à traduire leurs expériences en mots et en images. Les exercices devaient inciter à la réflexion, dans la mesure où l'un des objectifs majeurs du projet est de diffuser l'enseignement tiré de chaque sous-projet.

Les rapports formels nous fournissent un éclairage sur les impacts, en particulier ceux quantitatifs, mais n'en disent pas assez sur ce qui se passe réellement. Pour nous aider à replacer leurs expériences dans un contexte historique, socioculturel et institutionnel, nous avons décidé d'utiliser une large gamme d'outils liés à l'analyse des systèmes d'innovation tels que les cartes de liaison des acteurs

et les réseaux d'entreprise. On s'est servi de ces outils lors des mini-ateliers afin d'encourager davantage l'apprentissage institutionnel ; on s'est aussi servi de photographies et de récits. Le principe des récits est relativement simple : les gens racontent une histoire tout en réfléchissant sur des points essentiels.

Les récits

L'écriture permet d'intérioriser nos expériences et de ce fait un récit peut tenir lieu d'outil d'auto-apprentissage. M'inspirant d'exemples vus alors que je travaillais avec un anthropologue en Bolivie, je me suis servi d'un récit pour motiver le personnel de terrain au Bangladesh. La lecture était nettement plus agréable, si riche en détails qu'on pouvait en fait visualiser ce qui s'était passé au cours des visites sur le terrain. Mais tout le monde est-il en mesure d'écrire de la sorte ?

Nous avons pu obtenir certains récits suivant l'exemple donné. Mais même si les gens ont vraiment aimé cette nouvelle manière de rapporter leurs expériences, personne n'a pu continuer à utiliser ce format de reportage spontanément. C'est après tout un format qui ne fait pas partie de leurs critères de reportage. À l'avenir, les directeurs de projet peuvent fortement inciter leurs personnels à écrire régulièrement des récits et à s'en servir dans le cadre de l'évaluation et du suivi participatifs. On pourrait aussi leur demander d'inclure 2 ou 3 de leurs meilleurs récits dans leur rapport final. On trouvera en encadré l'exemple d'un récit tiré du projet.

Plans d'action, cibles et délais

On ne peut pas éditer un livre ou rédiger un chapitre sans une étroite interaction avec tous les acteurs impliqués, du directeur de projet au personnel de terrain, agriculteurs et commerçants. Nous avons interviewé de nombreuses personnes. La vulgarisation agricole est un processus extrêmement complexe, les diagrammes de réseau, matrices et d'autres exercices visuels sont souvent utilisés lors des ateliers.

Pour suivre l'évolution de tous les sous-projets, on s'est entendu sur des plans d'action précis et des délais. Bien que la récompense suprême serait que chaque partenaire ait un chapitre dans la publication finale, nous avons à l'origine œuvré à la réalisation d'un autre objectif.

Des dents en or

par Helen Latifun Nessa

À l'entame de la session, j'ai demandé aux femmes si elles utilisaient un quelconque matériel pour tester la siccité des graines avant la conservation du riz. Comme toutes ont nié catégoriquement, j'ai insisté :

« Êtes-vous sûres de ne pas avoir un quelconque matériel avec vous pour tester la sécheresse des graines ? »

« Nous en sommes certaines. Nous n'utilisons aucun matériel », répondirent-elles.

« Comment effectuez-vous alors le test ? »

« Nous nous servons de nos mains, pieds, oreilles et dents. »

« Ne les considérez-vous pas comme vos instruments ? »

« Oh, ça alors ! »

Elles avaient toutes saisi le message et riaient aux éclats. Lorsque Mlle Rokhsana, l'animatrice de la session, leur demanda d'expliquer leur méthode traditionnelle, elles répondirent :

« On entend un crépitement lorsque nous secouons les graines à nos oreilles. »

« On entend un croassement lorsque nous mordons le riz avec nos dents. »

« Les graines deviennent visqueuses lorsque nous les battons avec nos pieds. »

« Les graines sont plus légères lorsque nous testons le poids du riz séché. »

Malgré la gamme d'outils diagnostics, toutes confirmèrent que le fait de se servir des dents est la meilleure méthode. À ma suggestion qu'elles doivent prendre grand soin de leurs dents pour les maintenir propres et fortes, elles se mirent à rire de plus belle.

C'est alors que démarre la session pratique. On demande aux femmes d'évaluer trois lots de graines avec une teneur en humidité de 11, 13 et 15% respectivement. Elles sont toutes excitées. Elles s'avancent une par une et se mettent à croquer lentement les graines. Elles ont toutes un air sérieux et concentré tandis que Mlle Rokhsana prend note de leurs appréciations.

Les participantes sont encore plus surprises lorsque Mlle Rokhsana sort un humidimètre pour tester la validité de leur jugement. La perplexité se lit à nouveau sur leurs visages. « Avez-vous des questions ? », demande-t-elle. Les femmes sont un peu confuses, mais la curiosité les gagne et elles ne tardent pas à s'approcher, prêtes à relever le défi. Rokhsana leur explique que la teneur en humidité des graines de riz doit être en dessous de 12% car au-delà, il faut sécher davantage les graines.

Rokhsana prend l'humidimètre et commence le test. Les résultats confirment l'opinion des femmes, qui sont toutes heureuses de se rendre compte que leurs dents valent de l'or.



Le graphique en couleurs aide à discuter du riz. Photo : auteur

Tous devaient exposer leurs études de cas lors d'un atelier national tenu dans l'enceinte du Service de la vulgarisation agricole à Dhaka en avril 2004. Les résultats ont été compilés sous forme de procès-verbaux.

Réfléchir sur nos expériences

Ce processus de documentation a non seulement abouti à des enseignements sur l'élaboration de nouvelles méthodes de vulgarisation, mais il a aussi permis de renforcer les capacités d'apprentissage. Cependant l'intégration de ces méthodes au sein d'une organisation dépend non seulement de la philosophie de cette organisation, mais également de sa charge de travail. Pour les ONG dépendant des donateurs, la surcharge de projets peut avoir un impact négatif dans la mesure où le personnel ne peut pas travailler au-delà d'un certain seuil, sans quoi la qualité de son travail commence à décroître. Le temps de réflexion, nécessaire au processus d'apprentissage, est négligé au profit des activités d'écriture et de rédaction de rapports.

Dans la mesure où le projet tend à optimiser l'appropriation des enseignements tirés, l'animation du processus de documentation était considérée comme le noyau du système. Voici certaines des difficultés rencontrées et les enjeux qu'il nous fallait relever :

- Certains sous-projets axés sur les méthodes de vulgarisation étaient de mauvaise facture et il a fallu de nombreuses sessions interactives pour aider les acteurs concernés à expliquer leurs expériences.

- Les personnes qui viennent de l'extérieur pour évaluer les projets ne se rendent pas compte du nombre de sessions informelles qu'a nécessité l'ensemble du processus de changement institutionnel et de conception méthodologique.

- Chaque sous-projet a sa propre logique. Il était donc impossible d'élaborer un canevas général pour la préparation des études de cas. Ceci pourrait s'avérer difficile pour les personnes ayant une approche peu souple de l'utilisation des canevas, même si elles sont encouragées à faire montre de créativité.

- La plupart des gens sont habitués à des formats de rapport souvent trop stricts, il leur fallait une formation sur l'écriture de récits narratifs.

- Le processus de documentation n'a commencé qu'au cours de la dernière année. Ceci a mis la pression sur le personnel qui doit respecter le suivi, l'évaluation et les autres contraintes liées au projet.

- Certains responsables d'organisation insistent souvent pour conduire la rédaction de l'étude de cas, sans pour autant prendre l'avis de leur personnel.

- Au fil du temps, les rapports de pouvoir existants devenant plus prononcés, il faudrait alors une bonne facilitation pour que les membres du gouvernement se concertent avec le personnel des ONG, alors que ces derniers détiennent la plupart du temps les expériences les plus précieuses.

Paul Van Mele. *Technology Transfer Specialist, Africa Rice Centre (WARDA), 01 BP2031, Cotonou, Bénin.*
E-mail : p.vanmele@cgiar.org

Références

Fernández-Armesto, F. 2003. *The Americas: The History of a Hemisphere.* Weidenfeld & Nicolson, London, U.K.
Latifun Nessa, H. et P. Van Mele. 2005. *Breaking down barriers: women-led group extension.* In: Van Mele, P., A. Salahuddin et N. Magor (éds.) *Innovations in Rural Extension: Case Studies from Bangladesh.* CABI Publishing, Wallingford, U.K.
Magor, N. 2005. *The enterprise web.* In: Van Mele, P., A. Salahuddin et N. Magor (éds.), *Innovations in Rural Extension: Case Studies from Bangladesh.* CABI Publishing, Wallingford, U.K.



DE L'ORAL À L'ÉCRIT

Paul Mundy, Evelyn Mathias et Isaac Bekalo

20

Avez-vous jamais eu à réaliser des supports écrits ? Des ouvrages de vulgarisation agricole, ou un manuel de formation ? On peut trouver beaucoup d'informations, mais de façon éparse, car la plupart d'entre elles se trouvent dans la mémoire des gens et non couché sur du papier. Si vous avez besoin de concevoir des brochures de vulgarisation pour les agriculteurs, les seules données disponibles se trouvent dans des rapports de recherche écrits dans un jargon scientifique, alors que le savoir local devrait aussi être pris en considération. Un autre exemple, c'est le manque de capitalisation des organisations de développement dont les membres vivent des expériences enrichissantes mais qui ne sont consignées nulle part. Ils ont généralement des difficultés pour écrire et à leur départ de la structure leur savoir n'est ni partagé ni préservé. Un cas similaire peut survenir dans le cas d'un travail en réseau. Les partenaires veulent apprendre les uns des autres. Ils écrivent de nombreux rapports de suivi mais ils ne relatent que leur travail. Il faut alors les interroger régulièrement pour recueillir de plus amples informations pour retracer de manière précise leur activité.

Toutes ces situations ont des éléments en commun :

- En général, l'information est conservée quelque part dans la mémoire des individus.
- Il n'y a pas un seul expert dans un domaine. Plusieurs personnes peuvent chacune contribuer partiellement à l'information avec des idées divergentes sur le sujet. Elles peuvent tomber d'accord, mais seulement si elles se réunissent pour discuter.
- L'information doit être tirée d'un vaste corpus de données - rapports, articles de recherche, souvenirs personnels - et ensuite passer d'un niveau de langue (jargon scientifique ou parler paysan) à un autre (manuels de formation par exemple).
- L'information doit être vérifiée par plusieurs personnes experts, scientifiques, lecteurs avant de pouvoir être publiée.

Une solution : le writeshop ou atelier d'écriture

Les ateliers d'écriture sont des séances intensives et participatives visant à générer une production écrite. Il peut s'agir de brochures de vulgarisation, d'un livre relié, d'un dépliant ou d'un manuel de formation. On peut compter parmi les participants, des scientifiques, des chercheurs, des agents de la fonction publique, des enseignants, le personnel des ONG, des agents de vulgarisation, des agriculteurs et autres populations locales. Plus généralement quiconque ayant, d'une manière ou d'une autre, été impliqué dans les expériences peut y assister. Les participants bénéficient de l'aide d'une équipe d'animateurs, d'éditeurs, d'informaticiens, d'illustrateurs et d'un personnel en logistique.

L'International Institute of Rural Reconstruction (Institut international pour la Reconstruction Rurale) aux Philippines est l'initiateur du processus de base d'un atelier d'écriture, qui a été adapté par des organismes affiliés et les auteurs du présent article. Dans l'ensemble, la méthode a donné lieu à plus de 30 manuels faciles à utiliser et portant sur un vaste éventail de sujets (voir Encadré 1).

Avant l'atelier, un comité directeur élabore les termes de référence : le public cible, les objectifs, le domaine concerné, etc. Le comité dresse une liste des sujets potentiels, élabore des directives pour les auteurs et propose aux experts d'écrire un premier jet sur un sujet déterminé. Ces experts ne sont pas nécessairement des scientifiques ou des cadres supérieurs ; le comité peut aussi inviter l'équipe de vulgarisation ou les agriculteurs à écrire sur le domaine d'expertise qui leur est propre.

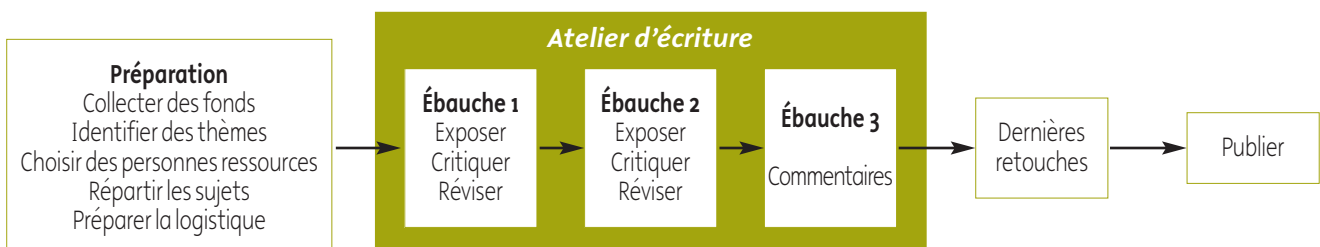
Dès l'entame de l'atelier, les participants réfléchissent afin de trouver des idées pour d'autres sujets à inclure dans la publication. Ces nouveaux sujets sont confiés à ceux qui s'y connaissent pour être approfondis et exposés au cours de l'atelier. Durant l'atelier lui-même, chaque participant présente la première ébauche de son article. Les autres participants peuvent ainsi faire des commentaires et proposer des révisions. L'animateur crée autant d'espace de discussion que possible

afin que chacun puisse apporter sa contribution sur le sujet. En fait, le but n'est pas de critiquer le manuscrit, mais de l'améliorer, l'étoffer - et souvent d'en supprimer les informations superflues - pour qu'il convienne, au bout du compte, au produit fini et soit adapté à l'audience ciblée.

Après son exposé, chaque intervenant échange avec un éditeur, qui prend des notes au cours de la discussion. L'éditeur aide à réviser et éditer l'ébauche et demande des illustrations, en général des schémas, à l'un des illustrateurs pour accompagner le texte. Le texte modifié et les illustrations sont ensuite confiés à un informaticien, qui en fait une deuxième ébauche. Les ébauches corrigées de chaque participant sont à nouveau exposées et l'assistance peut faire des commentaires et suggestions pour une deuxième fois. Après cette série d'exposés, un éditeur et un des illustrateurs aident encore à réviser les ébauches. À la fin de l'atelier, on peut mettre cette troisième ébauche à la disposition des participants pour les derniers commentaires. Cette dernière version est finalisée imprimée et distribuée aussitôt après l'atelier.

Une méthodologie souple

Les ateliers d'écriture sont très souples. Les exposés, commentaires et suggestions sur les ébauches permettent d'évaluer et d'éditer les articles. Le processus permet aussi de choisir de nouveaux sujets en fonction des besoins. Les méthodologies utilisées peuvent être diversifiées. Les participants peuvent par exemple se diviser en petits groupes pour discuter de sujets précis, rédiger des ébauches et les présenter à l'ensemble du groupe pour recueillir des avis et commentaires. Les participants peuvent rédiger des exemples ou de brefs récits qui illustrent un point particulier pouvant être inséré dans un chapitre plus vaste. On peut aussi leur demander de recueillir des informations supplémentaires sur les techniques ou



Quelques exemples d'ateliers

En Asie, des ateliers d'écriture initiés par l'Institut international pour la Reconstruction rurale (IIRR) ont donné lieu à des brochures d'information et des livres sur notamment le savoir local, la production rizicole à faible apports externes, la médecine ethnovétérinaire, la biodiversité, les pratiques locales en matière de soins de santé maternelle et infantile, la gestion des ressources côtières, la sylviculture et la gestion de l'environnement et des ressources naturelles.

- Une série d'ateliers d'envergure dirigés par l'IIRR en Éthiopie, au Kenya et en Tanzanie a débouché sur des manuels illustrés portant sur la médecine ethnovétérinaire, l'agriculture durable, les techniques de sensibilisation pour les organismes de recherche agricole et les ONG, la gestion des terres, l'aridiculture, les questions de genre, la gestion des cycles de sécheresse, l'agriculture de conservation et la sécurité alimentaire.

- Une série de 11 opuscules de vulgarisation en indonésien portant sur l'agriculture dans les terres marécageuses à marée du Sumatra oriental a été publiée à la suite d'un atelier d'écriture tenu à Palembang, en Indonésie,

- Un atelier d'écriture de trois jours à Pune, en Inde, a débouché sur un manuel de terrain portant sur les maladies des chameaux.

- Un livre illustré en vietnamien portant sur les divers aspects de l'agriculture en montagne a été produit après des ateliers tenus au Vietnam.

- Au Myanmar, des ateliers d'écriture ont abouti à des brochures de vulgarisation en birman sur des sujets tels que l'utilisation sans risque des pesticides et la création d'une coopérative de crédit.

processus, les organisations ressources ou les documents de référence pouvant enrichir le contenu du produit final. Seul le programme des deux premiers jours de l'atelier est connu à l'avance. On prépare chaque soir un programme pour le jour suivant, et on peut même y apporter plusieurs modifications au fil de la journée.

Le processus peut être modifié et adapté pour correspondre à chaque situation particulière. Les ateliers d'écriture peuvent s'étaler sur un jour et demi à deux semaines, traitant quatre à cent manuscrits avec 15 à 150 participants. Ils ont été menés dans plusieurs langues en se servant d'interprètes. Par exemple ceux qui soignent le bétail local et qui ne parlent que leurs propres langues ont grandement contribué à un ouvrage sur la médecine ethnovétérinaire au Kenya. Même si les approches décrites ici reposent largement sur les ordinateurs, la méthode peut aussi être adaptée sur le terrain, dans les endroits où on ne risque pas de trouver assez

d'opérateurs qualifiés ou un approvisionnement fiable en électricité. Un groupe de villageois dans les régions montagneuses de Negros, aux Philippines, a eu recours à la même approche au cours d'un atelier d'écriture tenu en un jour pour réaliser un manuel sur les espèces locales d'arbres : tous les manuscrits et illustrations ont été faits à la main, de même que la publication finale.

S'y mettre à plusieurs

Écrire une expérience peut prendre énormément de temps. Le processus d'écriture, d'illustration, d'évaluation et de correction peut s'avérer long et ennuyeux. Les ateliers d'écriture peuvent accélérer et améliorer ce processus. Cela peut se faire en réunissant au même endroit et au même moment les personnes ressources, les éditeurs, les illustrateurs et autres experts de la documentation. Cela permet aussi d'intégrer les contributions de tous les participants, tirant ainsi profit des diverses expériences et expertises de tous, et de valider les idées. Les membres du public ou du lectorat ciblés peuvent aider à tester au préalable le texte et les illustrations. Les personnes ressources évaluent chaque manuscrit une dizaine de fois, dans un intervalle de temps très court.

Coordination et animation

Le nombre de personnes nécessaire pour coordonner et animer un atelier d'écriture dépend du nombre de participants et de manuscrits à traiter. 20 participants, un animateur, un éditeur, un illustrateur et un chargé de la logistique peuvent suffire. Il est toutefois important d'avoir un animateur qualifié. Il ou elle doit être en mesure d'orienter les participants et de modérer les débats. Les animateurs doivent avoir une bonne compréhension du sujet et une idée claire des types d'information devant être inclus dans la publication finale. Il est important d'avoir du tact : certains auteurs peuvent mal prendre le fait de voir un manuscrit sur lequel ils ont bossé pendant des heures modifié par les autres participants ou par l'éditeur.

L'éditeur travaille avec les auteurs et les guides dans la réécriture des articles. Très souvent, un éditeur se chargera de réécrire les brouillons en se basant sur les informations fournies par les auteurs. Le tact, encore une fois, est un élément essentiel, de même que la faculté d'agencer et de structurer les informations et d'exposer les idées sous une forme accessible pour le public ciblé.

Quand faut-il tenir un atelier d'écriture ?

Les ateliers d'écriture sont indiqués pour consigner des informations illustrées pratiques et dans un langage simple et lorsque la plupart des participants ne maîtrisent pas totalement le sujet. La méthode est dès lors inadaptée pour les sujets peu vastes ou dans les cas où un petit groupe de personnes dispose de toutes les informations nécessaires.

L'atelier d'écriture est un processus très intensif qui exige beaucoup des participants et du personnel. Ils peuvent être coûteux, surtout s'il faut prendre en charge la restauration, l'hébergement, les billets d'avion et les perdiems. La pertinence des ateliers doit être évalué en fonction de ces contraintes.

Paul Mundy. Independent consultant in development communication. Weizenfeld 4, 51467 Bergisch Gladbach, Germany.

E-mail : paul@mamud.com

Evelyn Mathias. League for Pastoral Peoples and Endogenous Livestock Development, Weizenfeld 4, 51467 Bergisch Gladbach, Germany.

E-mail : evelyn@mamud.com

Isaac Bekalo. Africa Regional Director, International Institute of Rural Reconstruction. P.O. Box 66873, Westlands, Nairobi, Kenya.

E-mail : admin@iirr-africa.org, <http://www.iirr.org>

Référence

Mundy, Paul, et Evelyn Mathias, 1997. Participatory writeshops to produce information materials on ethnoveterinary medicine. Communication présentée à la Première Conférence internationale sur la médecine ethnovétérinaire à Pune (Inde), du 4 au 6 novembre 1997.



Échange d'idées à l'atelier d'écriture. Photo : auteur.



LA VIDÉO PARTICIPATIVE POUR ÉCHANGER

Chris Lunch

Les initiatives locales sont souvent documentées et diffusées par des acteurs externes, lesquels ont leurs propres interprétations du processus et les utilisent à leurs propres fins. Il arrive également que ces initiatives ne soient pas documentées du tout. La vidéo participative offre aux populations rurales l'opportunité de documenter leurs expériences et connaissances personnelles et d'exprimer leurs volontés et leurs espoirs. Basée en Europe, l'ONG Insight a été créée dans le but de permettre aux communautés et groupes de mener le développement durable en fonction de leurs besoins. Insight offre aux populations locales la possibilité de s'exprimer, de raconter leur histoire et de se faire par le biais de la vidéo participative peu importe qu'elles soient instruites ou analphabètes, riches ou pauvres, hommes ou femmes, vieux ou jeune. Si une seule image exprime dix mille mots, alors une vidéo doit en exprimer un million !

22

Tous les membres d'une communauté peuvent utiliser une vidéo pour documenter et partager leurs expériences et points de vue. Elle facilite les mécanismes d'échanges d'informations lors des marchés locaux, entre agriculteurs et entre communautés. Les films produits sont alors utilisés pour promouvoir la sensibilisation et les échanges au sein de la communauté et dans d'autres communautés.

Pourquoi la vidéo participative ?

La vidéo participative permet d'améliorer les compétences en matière de documentation et de communication et sert également pour le plaidoyer et la résolution des problèmes de la communauté. La vidéo participative se fonde sur la communication visuelle et orale. Elle renforce le potentiel des moyens de communication et de documentation locaux qui sont par essence visuels et oraux. Elle permet aux agriculteurs de communiquer leurs idées, innovations, théories et décisions non seulement entre eux, mais également aux chercheurs et agents de développement. Les vidéos réalisées se fondent sur la réalité et vont au-delà des statistiques et rapports. Elles peuvent être diffusées aux personnalités politiques, chercheurs, organismes d'aide et décideurs au niveau local, national et international et favorise l'échange entre tous les acteurs concernés.

Bien entendu, il faut un équipement spécial pour réaliser et montrer les vidéos, mais de plus en plus d'ONG et même d'organisations communautaires disposent désormais de cet équipement. En outre, les films vidéo peuvent être facilement copiés sur des cédéroms et visionnés ensuite à l'aide d'un ordinateur portable ou via Internet.

Processus de la vidéo participative

Le processus est, par essence, très simple et le matériel nécessaire de plus en plus abordable. Voici comment fonctionne le processus :

- les populations locales apprennent comment utiliser l'appareil vidéo à travers des jeux et exercices animés par les acteurs externes ;
- les animateurs aident les participants à identifier et à analyser les problèmes importants de leur communauté en adaptant un éventail de méthodes participatives, puis ils regardent ensemble la vidéo ;
- les messages vidéo sont orientés et filmés par les groupes locaux ;
- les séquences sont montrées au reste de la communauté à l'occasion de projections quotidiennes ;
- un échange dynamique d'apprentissage, de partage et de communication dirigé par la communauté est mis en route ;
- les films réalisés permettent de communiquer avec et entre différentes personnes et organisations.

Exemple du Turkménistan

Le projet d'Insight réalisé au Turkménistan, en Asie centrale, en collaboration avec le programme Tacis de l'Union européenne constitue un exemple récent de vidéo participative. Entre 2001 et 2003, Tacis a créé cinq Associations d'agriculteurs bénévoles. L'objectif des activités était de renforcer ces nouvelles organisations communautaires. La méthode devait permettre aux membres des deux associations d'échanger sur tous les aspects relatifs à la création d'une telle association et les avantages qu'ils y retrouvent. En expliquant de manière claire les objectifs de leurs associations aux décideurs locaux et nationaux, aux chercheurs et donateurs internationaux, les agriculteurs ont suscité leur intérêt et obtenu leur appui par rapport au concept d'Association d'Agriculteurs béné-

voles. Cette démarche a également permis aux villageois d'identifier les défis et les opportunités relatifs au développement et de rechercher des idées pour l'avenir.

L'un des principaux problèmes identifiés par les villageois était lié à leur manque de connaissance sur l'agriculture familiale. C'est un système agricole centralisé par l'Etat qui est appliqué depuis 70 ans et dans lequel chaque personne a une tâche très spécialisée. Avec l'effondrement de l'Union soviétique en 1991 et le démantèlement progressif des exploitations agricoles nationales, les villageois louent désormais la terre auprès de l'Etat et deviennent responsables de chaque étape du processus agricole, notamment la réparation des systèmes d'irrigation et la culture, la récolte et la commercialisation des produits sur le marché libre naissant.

Les villageois soulignent la nécessité de se former auprès des agriculteurs expérimentés et de redécouvrir les méthodes traditionnelles de conservation de l'eau, de stockage de la production ou de séchage des fruits. Ces connaissances traditionnelles existent jusqu'à présent, mais elles sont détenues par un petit nombre d'individus. En outre, il existe dans les villages des personnes bien formées dans leurs domaines respectifs durant l'époque soviétique et qui appliquent maintenant ces connaissances dans leurs propres lopins de terre.

Les membres des Associations d'Agriculteurs bénévoles ont rapidement saisi l'importance de la vidéo pour enregistrer et diffuser à plus grande échelle leurs connaissances et donner aux paysans moins expérimentés l'opportunité d'apprendre auprès des « experts » du village et gardiens des connaissances traditionnelles. En un temps record, ils ont programmé et tourné leurs vidéos de formation en montrant les outils qu'ils ont mis au point et des astuces et conseils sur l'entretien de plantes spécifiques, etc. Ils ont également décidé de réaliser un film avec une personne âgée du village perçue comme un véritable innovateur et spécialiste de la culture des fleurs destinées à la vente (voir Encadré). Au cours du processus de réalisation de ces courts-métrages, on montre régulièrement des séquences au reste de la communauté pendant les séances de projection du soir. Les villageois sont fiers de voir leur propre image ainsi que celle de leurs voisins dans les vidéos

et ont le sentiment que leurs connaissances et expériences sont reconnues et valorisées. Ces projections en communauté ont aussi donné lieu à un échange d'idées et d'expériences et incité d'autres personnes à s'impliquer dans le projet de vidéo participative.

Le film de Babakuly

Babakuly voulait réaliser un petit film, impliquant voisins, amis et proches parents, afin d'explorer les avantages de l'utilisation des serres pour optimiser la production des petites exploitations familiales. Il a commencé son film en interrogeant son oncle, le premier dans la région à mettre sur pied une serre 30 ans auparavant, et qui cultive maintenant avec succès des roses et des fleurs coupées destinées au marché local. L'oncle a expliqué l'importance du partage d'expériences dans la mesure où il y avait beaucoup de choses à apprendre. Babakuly a filmé une discussion entre lui et un voisin, dans laquelle ils démontrent par calcul qu'un cinquième du revenu annuel total des produits cultivés dans la serre (vendus cinq fois le prix des légumes saisonniers) peut couvrir l'ensemble des frais. Babakuly a terminé son film en expliquant que, malgré les avantages financiers, beaucoup d'agriculteurs ne peuvent pas utiliser les serres à cause du manque de connaissances, ou du manque de financement pour les matériaux de construction. Il a proposé que les vidéos réalisées au niveau local soient utilisées pour transmettre l'information aux agriculteurs et que des prêts à court terme leur soient consentis pour les aider à démarrer.

Travailler avec les femmes

Dans un pays musulman comme le Turkménistan, il est souvent difficile d'impliquer les femmes dans le processus de recherche-action communautaire. L'équipe qui anime le processus de la vidéo participative compte une stagiaire en son sein. D'après son évaluation, les méthodes de la vidéo participative ont pu produire des résultats là où d'autres méthodes d'évaluation participative rurale ont échoué. En guise d'exemple, elle a cité le premier séminaire auquel les femmes ont pris part. « Les femmes ne voulaient émettre aucune idée ni discuter d'aucun problème. Elles nous ont répondu qu'elles sont trop occupées et qu'elles veulent rentrer chez elles.

Elles n'ont manifesté leur enthousiasme que lorsque nous avons commencé la vidéo participative. Nous avons utilisé la technique du « Name Game », jeu des noms dans lequel chaque personne a l'occasion d'interroger, de filmer et de parler devant la caméra. Lorsque nous

avons visionné le film ensemble, elles l'ont trouvé amusant et étaient fières de ce qu'elles avaient réalisé. Le film a vraiment brisé la glace et elles sont devenues plus confiantes et plus intéressées à notre projet. Le lendemain, elles nous ont invités chez elles et ont rassemblé plus de femmes. » Peu de temps après, les femmes rurales faisaient le tour du village et réalisaient des entretiens avec d'autres villageois (généralement des femmes). Elles ont aussi réalisé de petits films. L'un d'entre eux s'est focalisé sur la petite unité de transformation du lait, installée par le projet Tacis. La production et la transformation du lait sont un moyen de plus en plus important pour créer des revenus. Toutes les femmes ne savent pas comment obtenir des produits de grande qualité et beaucoup n'ont pas l'expérience nécessaire pour identifier les besoins et opportunités d'un marché potentiel. Encore une fois, utiliser la vidéo avec les personnes locales a été déterminante pour illustrer et partager les connaissances anciennes et modernes qui revêtent le même degré d'importance dans le Turkménistan post-soviétique. Ces aspects essentiels, tout comme beaucoup d'autres, pour la vie quotidienne du village et les connaissances locales n'auraient pu être représentés sans la participation totale des femmes.

La vidéo, un outil pédagogique

En un mois, l'animateur du processus de la vidéo participative au Turkménistan a compilé et édité une collection de petites vidéos. Cette version a d'abord été montrée aux villageois dans les communautés où les films avaient été réalisés. Elle a été ensuite utilisée dans les autres villages pour inciter à l'autoévaluation et une analyse situationnelle. Les villageois pouvaient s'identifier aux messages des vidéos réalisés par leurs pairs. Des hommes dans l'assistance ont murmuré leur approbation lorsqu'un agriculteur dans le film a exposé les outils qu'il a conçus pour travailler dans ses serres. Des discussions animées ont suivi la partie du film où une femme décrit à son mari derrière la caméra comment elle empêche les mouches de détruire les raisins en stockage en les fumant avec une plante spéciale (on a constaté que cette méthode n'est pas pratiquée, ou a été oubliée dans cet autre village). Des personnalités et vidéo-thèques des villages ont reçu des exemplaires de la vidéo.

À Ashgabat, capitale du Turkménistan, l'animateur de la vidéo participative a projeté le film à 30 invités à la résidence l'ambassadeur du Royaume-Uni. L'assistance comprenait de

hauts représentants de donateurs internationaux, d'ambassades et d'organisations locales actives dans le secteur agricole. La réaction a été unanimement positive, une vive discussion s'en est suivie et de nombreux donateurs se sont engagés à poursuivre leur appui aux associations paysannes dans tout le Turkménistan. Au lendemain de la projection du film, l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe a invité l'animateur de la vidéo à participer à un groupe de discussion où l'on devait élaborer des plans pour mettre en place des systèmes de micro-crédit dans ces communautés agricoles et dans d'autres. C'est le film de Babakuly qui a en grande partie motivé cette décision. On a montré également le film à deux hauts fonctionnaires du Ministère de l'Agriculture du Turkménistan. Ils ont été très intéressés par les réalisations du programme Tacis et ont exprimé leur soutien pour la poursuite de la vulgarisation du modèle des Associations d'Agriculteurs bénévoles.

Principaux enseignements tirés

Le projet du Turkménistan a démontré que les populations locales, grâce à la vidéo participative développent une plus grande confiance en elles-mêmes et un sentiment qui les aident à améliorer leurs propres conditions d'existence. Elles sont promptes à maîtriser le processus et à reconnaître son potentiel en tant qu'outil de partage d'expériences et de connaissances locales entre différents groupes d'agriculteurs. Lors d'un récent séminaire au Ghana, les participants ont affirmé pendant l'évaluation qu'ils sont conscients de l'importance de la vidéo participative pour la documentation et la participation au niveau de la communauté et de son rôle dans l'étude et le partage de la réalité des expériences et vécus de la communauté. Toutefois, comment ces méthodes peuvent-elles être portées au cœur de la prise de décision politique ? Nous pensons qu'elles peuvent donner un contenu à ces slogans souvent répétés et vides que sont l'intégration, la participation et la recherche-développement par la population.

Chris Lunch, Director, Insight. 3 Maidcroft Road, Oxford OX4 3EN, U.K.
E-mail: clunch@insightshare.org
<http://www.insightshare.org>

Une version précédente de cet article a été publiée dans les *IK Notes Series* de la Banque mondiale sur <http://www.worldbank.org/afr/ik/iknt71.pdf>

PROTA : PARTAGER LES CONNAISSANCES SUR LES PLANTES UTILES

Jan Siemonsma et Leo Oyen

Plant Resources of Tropical Africa (PROTA) est un programme international qui s'efforce de documenter et de compiler les connaissances disponibles sur environ 7000 plantes utiles de l'Afrique tropicale. Pour chaque espèce, des informations détaillées sur le mode d'utilisation et les propriétés, la production et le commerce, la botanique, l'agronomie, le traitement et les ressources génétiques sont réunies. Ces informations sont sous diverses formes (voir également Agridape 20 du 1er mars 2004) et sont répertoriées dans une base de données publiée dans une collection de livres en 16 volumes sur le Web et sur cédérom.

Le programme PROTA est en réseau avec divers organismes d'Afrique et un important groupe d'auteurs privés dont plus de 50 % viennent d'Afrique. Le siège de PROTA, au Wageningen University and Research Center, Pays-Bas, coordonne des bureaux au Royaume-Uni, en France et bureau au Kenya. Le bureau de PROTA à Nairobi, Kenya, est sous-régional. Il travaille avec les populations de 15 pays africains qui procèdent toutes à la documentation de la "littérature grise" sur les ressources végétales.

Processus de documentation

Environ une douzaine d'ouvrages ont été utilisés pour dresser la liste des 7000 espèces végétales utiles en Afrique tropicale et pour les répartir en 16 groupes en fonction de leur principale utilisation. Par exemple, les groupes « Céréales et légumineuses à graines », « Légumes » et « Colorants et Tanins », ont tous déjà fait l'objet de publications.

Pour chaque groupe, deux experts, généralement un en Afrique et un autre basé au bureau de Wageningen, sont désignés « éditeurs » pour la coordination du travail. En consultation avec des membres du réseau de PROTA, les éditeurs attribuent les espèces végétales de leur groupe à des auteurs externes choisis en fonction de leurs connaissances avérées. Pour certaines espèces végétales, des appels à contributions sont lancés sur le site Web de PROTA donnant ainsi l'occasion à des auteurs collaborateurs l'occasion de participer à la synthèse des connaissances. Pour les espèces assez peu connues et documentées, le PROTA rédige lui-même le rapport.

Le PROTA met à la disposition des auteurs deux

bases de données d'ouvrages scientifiques sur les plantes utiles de l'Afrique tropicale. WORL-DREFS, qui compte actuellement 375.000 dossiers, comprend des références aux documents internationaux les généraux. La deuxième base de données, dénommée AFRI-REFS (16.000 dossiers), est cours de compilation par le personnel dans différents pays africains. Cette base de données contient des références (avec des résumés) à la littérature et aux documents gris, moins accessibles.

Lorsque des rapports sur des espèces sont rédigés, les éditeurs les examinent. Ils peuvent alors décider de consulter des sources d'information supplémentaires, notamment des experts, dans des domaines comme la pharmacologie ou l'anatomie du bois, pour compléter le rapport. Dans l'ensemble du processus de documentation, toute l'attention requise est accordée aux droits de propriété intellectuelle. Et les auteurs veillent à ce que les droits qui en résultent ne soient pas violés. Les rapports concernant les principales espèces comportent une ou de plusieurs illustrations comme des photographies, des cartes de répartition et des dessins scientifiques. Une étude effectuée par un éditeur de langue anglaise finalise la version anglaise du rapport qui est, par la suite traduite, en français.

Documentation et impact

PROTA a démarré ses activités en 2000 et, à ce jour, le PROTABASE (accessible à www.prota.org) contient environ 500 rapports d'espèces, appartenant aux 3 groupes finalisés et cités plus haut ci-dessus. Puisque la plupart des plantes sont à usages multiples, la base de données sur le Web fournira des résultats de recherche pour chacun des 16 groupes. Par exemple, une recherche concernant "les plantes médicinales" indiquera que 330 sur les 500 espèces documentées, environ, sont utilisées en médecine. Et une recherche avec le mot "fruits" révélera que 73 espèces produisent également un fruit comestible. La base de données sur le Web est entièrement bilingue (anglais et français) et plusieurs articles sont illustrés.

Le travail de documentation d'un groupe est suivi d'un processus de consultation internationale avec les différentes parties afin de dégager des recommandations pratiques pour une utilisation optimale des informa-

tions compilées. Cette consultation implique des agences de développement notamment, la vulgarisation, le secteur privé, la formation professionnelle, l'enseignement supérieur, la recherche et les décideurs du gouvernement. Après la finalisation du volume de PROTA sur les légumes en 2004, ce processus de consultation a abouti à la publication d'un guide intitulé « Les Légumes de l'Afrique tropicale : Conclusions et recommandations basées sur PROTA 2 ». Ce document comporte dix modules ; quatre modules d'application générale qui organise en catégories les informations sur les légumes et six modules qui traitent des intérêts des différents groupes d'utilisateurs. Le module "Technologies du Candidat" est destiné aux praticiens en développement rural et en formation professionnelle. Il a déjà entraîné la mise en œuvre de quatre petits projets en Afrique tropicale financés par le Ministère des Affaires étrangères des Pays Bas.

Jan Siemonsma et Leo Oyen. PROTA Foundation, c/o Wageningen University, P.O. Box 341, 6700 AH Wageningen, The Netherlands.

E-mail: jan.siemonsma@wur.nl; leo.oyen@wur.nl

Le cédérom complémentaire joint à ce numéro d'AGRIDAPE contient 39 rapports de synthèse, représentant une sélection d'espèces de chacun des 16 groupes de produits. PROTABASE étant constamment mis à jour, il est recommandé de consulter également la base de données sur le Web pour ce qui concerne la dernière version de ces rapports. Pour ceux qui, en Afrique n'ont pas suffisamment accès à l'Internet, des produits électroniques imprimés et non connectés sont disponibles. Veuillez contacter le Bureau Afrique du Réseau PROTA, c/o ICRAF, P.O. Box 30677, Nairobi (Kenya) ; E-mail : prota.kenya@cgiar.org, ou le Bureau Europe du Réseau PROTA, c/o Wageningen University, P.O. Box 341, 6700 AH Wageningen, Pays-Bas ; E-mail : prota@wur.nl



Une espèce d'Afrique tropicale. Ses feuilles sont consommées comme un légume dans beaucoup de pays d'Afrique de l'Ouest. Adapté par Iskak Syamsudi "in PROTA 2, vegetables"



À L'ÉCOUTE DES SANS-VOIX

Siobhan Warrington



Interview de Roshan Numa réalisée par Hussu Bibi à Shimshal, Nord Pakistan

« J'ai appris à écouter. J'ai découvert qu'il vaut mieux écouter qu'entendre. Je pensais connaître les problèmes, mais c'est en écoutant les personnes raconter leurs histoires que je me suis enrichi. »

Propos de Lenka, agent de terrain et enquêteur sur le témoignage oral, Lesotho.

Dans les communautés qui dépendent encore de leur environnement pour survivre, il existe une quantité impressionnante de savoirs sur les ressources, sur les différentes méthodes pour les gérer et les pérenniser et sur la façon dont ces ressources et leur gestion ont évolué au fil du temps. Il est important pour un groupe partageant les mêmes ressources naturelles d'échanger sur ces connaissances. Tout en reconnaissant qu'il existe différentes façons de communiquer sur un savoir, l'objectif de cet article est de présenter une méthodologie de témoignage oral que l'Institut Panos de Londres utilise depuis 1993.

L'Institut Panos de Londres collabore avec les médias et d'autres acteurs en vue de favoriser un débat sur les problèmes clés et d'encou-

rager le développement durable. Son objectif est de s'assurer que les points de vue des personnes pauvres dont la survie dépend le plus du développement (principalement les pauvres et les marginalisés) sont intégrés dans les prises de décisions. Le document « *Listening for a Change: oral testimony and development* » publié en 1993 a balisé le chemin pour l'Institut Panos vers l'utilisation et la promotion de l'histoire orale dans le contexte du développement.

Pourquoi les témoignages oraux ?

Même si le terme « témoignage » peut avoir une signification juridique ou d'autres significations, l'Institut Panos définit les témoignages oraux comme le résultat d'entretiens ouverts, approfondis, généralement menés en tête-à-tête. Bien qu'elle se base sur l'expérience personnelle directe et la mémoire, cette méthodologie met l'accent plus sur une thématique que sur l'histoire de la vie d'un individu. Panos préfère ainsi utiliser le terme « témoignage oral » plutôt que biographie ou histoire orale. Les entretiens sont enregistrés puis transcrits verbatim. Une liste de

sujets et de questions clés remplace les questionnaires formels, mais l'entretien s'inspire également des connaissances et du vécu de la personne interrogée. Nous utilisons le terme « narrateur » plutôt que « personne interrogée » pour mettre en avant le fait qu'ils racontent leur histoire et qu'il ne s'agit pas simplement d'un jeu de questions-réponses.

La méthodologie utilisée ainsi que les résultats obtenus ont influencé l'approche de Panos. Panos forme et appuie les organisations locales et les personnes dans l'archivage et la diffusion des expériences des personnes généralement exclues du débat international sur le développement. Les communautés avec lesquelles nous travaillons sont souvent marginalisées en raison de leur analphabétisme, pauvreté, sexe, invalidité, caste, religion ou appartenance ethnique.

L'utilisation des outils de recherche participative est répandue et « l'oral » devient de plus en plus prépondérant dans la communication sur le développement. De nombreux outils de recherche participative œuvrent à la réalisation d'une forme de consensus. Tout en reconnaissant les mérites du travail de groupes,

l'approche individuelle permet à chacun de comprendre comment diverses personnes au sein de la même communauté peuvent vivre ou percevoir le même événement ou la même situation. Le témoignage oral ne repose pas sur le consensus ; il met plutôt l'accent sur les différences et contradictions souvent délicates entre individus. Et loin de remplacer la recherche plus formelle, plus quantitative, il la complète et l'éclaire. Les témoignages oraux sont vivants, personnels et directs. Ils s'opposent aux généralisations des publications sur le développement et expliquent aux planificateurs et décideurs ce qui semble être à la pointe du développement.

Qu'est-ce qui fait l'originalité du témoignage oral ?

Cette méthode présente quelques avantages spécifiques. Par exemple, les enquêteurs représentent des hommes et des femmes appartenant à la même communauté (ou à une communauté similaire) que les personnes dont ils recueilleront les témoignages. Cela signifie que l'entretien se fait dans les langues locales, dans un cadre détendu, entre des personnes qui ont en commun certains aspects de leurs expériences mutuelles. Les enquêteurs doivent savoir écouter, s'abstenir de tout jugement de valeurs, être encourageants et disposés à apprendre, être patients et avoir une certaine compréhension des questions touchant la vie du narrateur. En d'autres termes, un bon entretien est autant, sinon plus, une question de personnalité que de formation et de compétences. Ainsi, même si les enquêteurs sont des « initiés », ils doivent être disposés et ouverts à l'apprentissage de nouvelles choses, être compréhensifs et avoir une certaine sensibilité.

En même temps, le témoignage oral présente les différentes parties de l'expérience d'un individu. Si les interventions en matière de développement sont souvent basées sur une approche sectorielle, il n'existe pas par contre de séparation aussi nette entre les multiples facettes des vécus des personnes. L'accent étant mis sur l'individu – plutôt que sur des thèmes de développement – un témoignage oral nous permet de voir les liens cachés entre les différentes facettes de la vie des personnes. Les narrateurs parlent de leurs expériences passées, de leur situation actuelle et de leurs espoirs, cette vision à long terme favorise une compréhension approfondie de leur évolution.

Par exemple, Qandoon, une narratrice de 40 ans, originaire de Shimshal, au nord-est du Pakistan, parle de l'importance du bétail dans les moyens de subsistance, la culture et les stratégies traditionnelles de développement :

Les différentes phases d'un projet de témoignage oral

Généralement, la méthode suit quatre phases principales :

(a) Atelier de formation

Un atelier de formation de 5 jours sur le témoignage oral pour une équipe de près de 10 hommes et femmes couvrant les thématiques suivantes : le développement de thèmes, la méthodologie d'enquête, les relations qui se tissent dans l'entretien, l'éthique et le consentement, l'équipement, l'enregistrement et la transcription d'un entretien. Vers la fin de l'atelier, les enquêteurs sont impliqués dans la planification des projets et la diffusion.

(b) Recueil de témoignages (enregistrement et transcription) et traduction

Le partenaire coordonne le recueil de témoignages – chaque enquêteur enregistre entre 3 et 4 entretiens d'une à deux heures si possible. Les enquêteurs transcrivent leurs témoignages mot pour mot dans une langue nationale ou locale. Au besoin, le partenaire s'occupera de les faire traduire.

(c) Rencontre d'évaluation

À mi-chemin du recueil de témoignages, le partenaire, avec l'appui de Panos, organise une réunion d'évaluation, au cours de laquelle tous les enquêteurs se rencontrent pour partager leurs expériences de l'entretien et effectuer une première analyse et une vérification de la représentativité des narrateurs en termes de sexe, d'âge, d'identité, etc. Panos profite également de l'occasion pour fournir une rétro-information aux enquêteurs sur le contenu et la technique d'entretien.

(d) Optimisation des témoignages

Au niveau local, les témoignages sont renvoyés aux individus et communautés qui ont apporté leurs connaissances et consacré leur temps. Les partenaires bénéficient d'un appui pour trouver les moyens appropriés de partager les témoignages avec les publics locaux. Les rencontres communautaires, les programmes radio, les bulletins, les brochures sur les langues locales peuvent être exploités. Au niveau national, nos partenaires utilisent différentes stratégies pour partager avec la population les résultats des témoignages : tables rondes avec les décideurs ; couverture médiatique de qualité ; brochures en langue nationale. Parallèlement, Panos utilise les traductions anglaises pour atteindre les publics internationaux. Parmi les outils utilisés, on peut citer les sketches inspirés de faits réels à la radio, les brochures et une archive en ligne (www.mountainvoices.org).

« Nous tirons beaucoup d'avantages du bétail. J'explique : À partir de la laine, nous fabriquons des chaussettes, des manteaux, des pantalons et des beth (long manteau en laine)... Même aujourd'hui, nous fabriquons des beth et bonnets en laine pour les cérémonies de mariage de nos enfants, ce qui reflète l'héritage culturel de ce village. Dans nos maisons, nous utilisons les tapis fabriqués à base de fourrure de yak, très résistante. Nous vendons également ces tapis sur le marché. Nous préparons le beurre et le qurut (fromage séché) que nous utilisons dans notre alimentation quotidienne. Ainsi, nous tirons pratiquement tous nos produits de subsistance du bétail et ceux qui en possèdent davantage en offrent une partie pour le nomus (système consistant à offrir en dons des ressources pour un projet communautaire au nom d'un parent), facilitant ainsi le développement du village ».

Le témoignage oral nous aide à comprendre la réalité de la vie quotidienne. Derrière les histoires personnelles se cachent des problèmes et questions de développement qui sont souvent absents des débats. La plupart des questions posées dans un entretien de témoignage oral sont libres mais elles encouragent les narrateurs à avoir l'essentiel du temps de parole et ce jeu de questions favorise l'émergence d'éléments inopinés.

Dans les discussions ou activités de groupe, ce sont souvent les personnes plus confiantes ou dynamiques de la communauté qui se présentent pour participer et renforcer parfois les structures de pouvoir en place. Cette situation, ajoutée au fait que ces événements se passent dans les lieux publics, peut décourager certaines personnes à parler. En revanche, les témoignages oraux sont directs, sans pression, et sont réalisés dans des endroits et à des heures qui conviennent au narrateur. Cette approche permet d'atteindre les membres les plus timides de la communauté – ceux qui laissent les autres parler pour eux, ou qui peuvent être légèrement éloignés du centre de la vie communautaire en raison par exemple de leur sexe, âge, éducation, religion ou appartenance ethnique.

Le témoignage oral est reconnu comme une méthodologie efficace permettant de recueillir les points de vue et expériences des femmes. La vie des femmes est peut-être moins divisée que celle des hommes mais le caractère libre des témoignages révèle plus clairement leurs domaines d'activités et préoccupations. Indira Ramesh, coordonnatrice de notre projet en Inde, apporte son éclairage sur l'expérience de l'entretien pour les narratrices : « Je pense qu'il est essentiel

de dire à une femme qu'elle a de l'importance et que son point de vue importe... Les péripéties de sa vie sont importantes, sa façon d'aborder les problèmes quotidiens, son milieu social, avec l'appauvrissement des forêts, de la végétation et du fourrage, la disparition du bétail conduisant les hommes à l'exode, toutes ces questions qui, j'en suis sûre, ne leur ont jamais été posées auparavant. D'habitude, seul le point de vue des hommes est recueilli... »

L'importance accordée à l'enregistrement de l'entretien est un autre point crucial. Cette opération permet à l'enquêteur d'accorder au narrateur une attention totale et de s'assurer également qu'il sera en mesure de vérifier et de répéter fidèlement les paroles du narrateur. Au cours de l'entretien, le narrateur sera encouragé à parler longuement de ses problèmes et de son expérience. L'entretien enregistré, transcrit verbatim, sera toujours plus puissant que des notes prises au cours d'un entretien non enregistré.

Défis

Le recours à des personnes expérimentées comme enquêteurs permet d'obtenir des témoignages de haute qualité. Toutefois, la collaboration avec des hommes et femmes ordinaires qui n'ont aucune expérience préalable en matière de recherche ou d'entretien, peut entraîner une qualité décevante de certains témoignages. L'importance du processus comme les résultats

justifient ce risque que Panos est disposé à prendre.

Les projets de témoignage oral nécessitent beaucoup de travail et de temps. Lorsque les témoignages doivent être traduits, des problèmes supplémentaires de temps et de qualité se posent. Les entretiens en langues locales constitue un autre obstacle. Les langues parlées peuvent ne pas avoir une forme écrite et dans ce cas, la transcription en langue nationale peut ne pas être fidèle. Dans ces exemples, les témoignages peuvent être traduits et transcrits directement en anglais à partir des versions audio.

En raison du temps qu'elle nécessite, la méthode peut pousser certains à explorer d'autres moyens d'enregistrer et de communiquer les paroles tels que la vidéo participative et la radio communautaire. Même si ces méthodes présentent des atouts par rapport au témoignage oral, ce dernier a également ses avantages, à savoir la profondeur, une archive pouvant être utilisée de différentes manières et sa qualité de ressource durable et comparative.

Certains projets ont connu un délai plus long que souhaitable entre l'enregistrement des témoignages et leur partage avec différents publics. L'un des moyens que nous utilisons pour résoudre ce problème dans certains cas est la réalisation d'un bulletin communautaire bimestriel ou trimestriel. Il suscite une

sensibilisation et un intérêt plus grands au projet dans toute la communauté.

Mais le défi actuel le plus important est d'optimiser l'utilisation des témoignages afin d'influencer le changement et le développement. Mu par cet objectif, Panos explore de nouvelles méthodes pour impliquer les médias locaux dans les projets et diffuser les témoignages aux différents publics. Même si nous croyons fermement que les témoignages parlent d'eux-mêmes, nous devons les mettre en valeur devant les différents publics cibles (médias, décideurs, ONG) afin de les encourager à les lire et à les prendre au sérieux au même titre que les autres sources d'information et/ou documentation plus « formelles ».

Certains des éléments de cette approche peuvent être adaptés pour améliorer certaines méthodes de travail. Les techniques d'enregistrement, la méthodologie d'enquête et l'implication des membres de la communauté en tant que chercheurs/enquêteurs sont autant d'activités qu'il est possible d'entreprendre sans être obligé de dérouler tout le processus.

Siobhan Warrington Oral Testimony
Programme Director, Panos London.
9 White Lion Street, London N1 9PD, U.K.
E-mail : otp@panos.org.uk
<http://www.panos.org.uk/oraltestimony>

27

Étude de cas : Mont Elgon, Kenya

Avec l'appui de l'Institut Panos de Londres, la Kenya Oral Literature Association (KOLA) a coordonné un recueil de témoignages sur les versants supérieurs et inférieurs du Mont Elgon au Kenya, dans le cadre d'un projet international de témoignage oral sur les montagnes. Étant donné la fertilité relative de la zone, les personnes étaient moins préoccupées par l'environnement que par l'accès difficile aux marchés et aux infrastructures de développement.

Par le passé, l'on mesurait le succès à la quantité de bétail... Nul besoin d'être formé pour conduire un gros troupeau ! En réalité, ce sont ceux qui ont été à l'école qui ont appauvri les troupeaux... Maintenant la croissance démographique a réduit l'espace consacré à l'élevage de gros troupeaux. Cette situation a obligé de nombreuses personnes à aller à l'école afin de trouver du travail... Les habitants de Sabaot... ont découvert que le pouvoir du stylo est plus puissant que celui du troupeau de bétail.

Propos d'un Masai, 57 ans, enseignant à la retraite, Mount Elgon

...lorsqu'il s'agit de partager le gâteau national, personne ne se souvient de nous... Notre isolement dans une région montagnaise peut servir d'excuse pour nous refuser le développement, mais cela ne peut convaincre personne.

Propos de Moses, 36 ans, enseignant, Mount Elgon

« Les Sabaot aussi veulent qu'on leur construise de bonnes routes : nous sommes devenus agriculteurs mais nous n'avons pas de route pour acheminer nos produits vers les marchés. »

Propos d'un Masai, 57 ans, enseignant à la retraite, Mount Elgon

Nous avons respecté la forêt parce que nous avons compris qu'elle attirait la pluie. Nous, populations de Sabaot, aimons également le miel ; nous le prenons dans la forêt. Nous étions également des chasseurs et la faune nous fournissait aussi de la viande. L'autre aspect important est que la forêt nous fournissait des plantes médicinales... d'où la

conscience que chacun avait de sa préservation. Quiconque gaspillait les ressources de la forêt était réprimandé par la communauté. »

Samuel, 90 ans, Mount Elgon,

Au niveau local, KOLA a publié deux ouvrages sur les témoignages qui, faisant partie des premières publications en langue Sabaot, sont désormais utilisés par les écoles et groupes d'alphabétisation. Ces brochures ont été lancées lors d'une grande manifestation communautaire qui a également réuni les députés et ONG intervenant dans la région. KOLA a également publié une brochure en anglais sur les témoignages et destinée aux ONG, médias et décideurs. Depuis son implication dans le projet Panos, KOLA a continué à utiliser la méthodologie et conseille les autres de le faire. Tous les témoignages de la collection Kenya sont disponibles sur le site : www.mountainvoices.org. Il en est de même pour les versions éditées dans la brochure « Voices from the Mountain: oral testimonies from Mount Elgon, Kenya », disponible sur le site : www.panos.org.uk.



CONCOURS DE DOCUMENTATION AU BRÉSIL

Francisco Roberto Caporal

En 2003, le Ministre brésilien du développement agricole a lancé une nouvelle politique nationale concernant l'assistance technique et la vulgarisation agricole. Cette politique a été adoptée à la suite d'une large concertation impliquant des représentants de mouvements sociaux, des familles d'agriculteurs, des agents de vulgarisation agricole publics et privés ainsi que d'autres parties prenantes. Environ 100 organisations et plus de 500 personnes ont contribué à la mise en place de cette politique. Elle se fonde sur les cinq principes suivants :

- Faire bénéficier les petits agriculteurs et autres producteurs de la vulgarisation agricole et de l'assistance technique, afin de renforcer l'agriculture familiale. Le service doit être gratuit et de haute qualité.
- Contribuer au développement rural durable.
- Utiliser une approche pluridisciplinaire et interdisciplinaire pour le développement agricole, sur la base d'approches participatives et des principes de l'agroécologie.
- Mettre en place une approche de gestion permettant des processus de prise de décisions plus démocratiques et contribuant au renforcement de la société civile.
- Mettre en place un processus de renforcement de capacités pour toutes les personnes impliquées dans l'agriculture durable.

Recherche d'expériences de terrain

Ces principes reflètent la nouvelle vision du gouvernement sur l'agriculture et le développement durable et prennent en compte les connaissances locales et les approches participatives. Ce changement radical est, en partie, une réponse à l'échec des expériences constatées avec les « mesures » de la Révolution verte. Bien que basées sur des résultats scientifiques, ces expériences n'étaient pas adaptées à la réalité locale des petits agriculteurs. L'objectif de cette nouvelle politique est de favoriser le partage et l'apprentissage mutuels entre les familles d'agriculteurs et les agents de vulgarisation à partir de leurs expériences de tous les jours.

Le Service de l'assistance technique et de la vulgarisation agricole a ainsi développé une série de formation pour les agents agricoles, en mettant à leur disposition de nouvelles connaissances et compétences. A ce jour, au moins 5.500 agents de vulgarisation repré-

sentant tous les Etats du Brésil y ont participé.

En 2004, on s'est rendu compte que d'autres stratégies étaient nécessaires pour accélérer la mise en œuvre de la nouvelle politique. Ainsi, le service a élaboré un programme agroécologique pour appuyer directement l'agriculture écologique familiale. C'est dans le cadre de ce programme qu'un concours national sur la documentation des expériences agricoles a été organisé. Les expériences relatives à l'agriculture, l'élevage, la petite pêche et l'aquaculture ont toutes été bien accueillies. A terme, l'on devrait obtenir un recueil complet d'expériences et de références pertinentes et accessibles à tous les intéressés.

Pour le Service, la documentation d'une expérience est une réflexion critique sur une activité ou un projet. Elle doit comprendre toutes les étapes suivies au cours de l'expérience, ainsi que l'analyse et la présentation des documents et résultats de manière logique et claire.

Lancement du concours

Le concours a été lancé sur le site Web du service et a été envoyé à plus de 3 000 adresses électroniques : les ONG de développement rural, les réseaux, les agences gouvernementales, les professeurs d'université et quelques représentants d'agriculteurs. Les cinquante meilleures expériences reçoivent une récompense de 20 000 reais (environ 9 000 dollars américains) chacune. Cette récompense est destinée à financer la suite des activités de la documentation. Elle est mise à la disposition du groupe ou de l'organisation ayant initié l'expérience et présenter une proposition de projet.

En quatre mois, 127 expériences documentées ont été reçues au total, élaborées par 82 organisations différentes. L'évaluation des candidatures a débuté en août 2005. Elle a été rendue possible par l'assistance de professionnels travaillant dans le domaine de l'agroécologie au Brésil et ayant une expérience en documentation. Ils ont défini treize critères de sélection (voir Tableau 1) permettant ainsi de garantir la transparence du processus. Tous les documents soumis au concours sont évalués par deux personnes différentes. Si l'écart entre les notes est trop important, on sollicite l'avis d'une troisième

personne. Le processus d'évaluation a duré plus longtemps que prévu dans la mesure où la plupart des évaluateurs devaient cumuler cette tâche bénévole avec leur travail quotidien.

Les 50 candidatures gagnantes du concours de documentation ont été déclarées. Leurs documents ont été publiés sur le site Web du Service et il est également prévu la production d'une publication sur certains points forts. Les 127 documents inscrits au concours seront placés sur le site Web du Réseau agroécologique (Agroecologia em Rede), qui contient une base de données avec des informations sur la recherche et les expériences de terrain.

Enseignements tirés

Le nombre relativement peu élevé des candidatures par rapport au grand nombre de projets existant au Brésil indique que la plupart des organisations reliées au Service, n'ont pas l'habitude de capitaliser leurs expériences. La diffusion du concours sur Internet peut également expliquer la faiblesse du nombre de candidatures. Dans un pays comme le Brésil, où la plupart des organisations n'ont toujours pas accès à ce moyen de communication, ce nombre est manifestement insuffisant. En général, les expériences documentées n'ont pas mentionné la participation des agriculteurs dans le processus. Ce constat prouve que les processus participatifs ne sont pas efficaces et nécessitent une plus grande attention dans la formation des agents de vulgarisation.

Toutefois, hormis les difficultés rencontrées et inhérentes à toute première expérience, cette initiative a démontré que le gouvernement peut contribuer à encourager les processus de documentation et de diffusion des connaissances en fonction des expériences agroécologiques. Néanmoins, il est important pour le gouvernement, en tant que promoteur d'un nouveau concours de ce genre, de collaborer avec le réseau national de l'agroécologie (*Articulação Nacional de Agroecologia*) et l'association brésilienne de l'agroécologie (*Associação Brasileira de Agroecologia*).

Cette initiative est pertinente et mérite d'être répétée pour encourager la diffusion des expériences en agroécologie et renforcer la sensibilisation sur ce thème. Ce genre d'initiatives peut, par le biais d'une méthode efficace

Critères d'évaluation des inscriptions au concours de documentation

Critères	Points	Critères	Points
1. Qualité du texte (fluidité, clarté, structure)		9. Participation des acteurs sociaux dans toutes les phases du processus	
Qualité faible	(0)	Aucune justification	(0)
Moyenne	(1)	Quelques justifications	(1)
Bonne qualité	(2)	Justification	(2)
2. Méthodologie utilisée logique et cohérente		10. L'expérience met en valeur les connaissances de tous les acteurs sociaux	
Aucune justification	(0)	Aucune justification	(0)
Quelques justifications.	(1)	Quelques justifications	(1)
Justification	(2)	Justification	(2)
3. Expérience techniquement et/ou économiquement viable		11. Importance sociale de l'expérience	
Economiquement ou techniquement pas viable	(0)	Pas de contribution à la communauté impliquée	(0)
Techniquement viable, mais pas de retombées économiques	(1)	Contribue à l'amélioration des conditions de vie de la communauté	(1)
Techniquement viable et présente des retombées économiques	(2)	Contribue à l'amélioration des conditions de vie de la communauté et au renforcement des capacités de leur communauté	(2)
4. Participation de la communauté		12. Importance économique de l'expérience	
Aucune justification	(0)	L'expérience n'a pas eu de retombée économique	(0)
Quelques justifications	(1)	Montre une évolution au niveau de la sécurité alimentaire, une augmentation du revenu monétaire	(1)
Justification	(2)	Moins de dépendance vis-à-vis des apports externes et opportunités de création d'emplois	(2)
5. Degré d'engagement de la communauté dans la documentation de l'expérience		13. Importance environnementale de l'expérience	
Aucune justification	(0)	(amélioration de (a) la gestion des sols, avec une augmentation de la fertilité et la réduction de l'érosion, (b) augmentation de l'eau, (c) meilleure utilisation des ressources localement disponibles, (d) réduction de la déforestation ou récupération de la terre non exploitée et (e) réduction ou élimination de l'usage du feu)	
Quelques justifications	(1)	Ne présente aucun avantage environnemental	(0)
Justification	(2)	Présente une justification de l'une des améliorations ci-dessus	(1)
6. Partenariat entre les organisations gouvernementales et non gouvernementales		Présente des justifications de deux des améliorations ci-dessus	(2)
Aucun partenariat	(0)	Présente des justifications de trois des améliorations ci-dessus	(3)
Participation d'une agence gouvernementale et d'une agence non-gouvernementale	(1)	Présente des justifications de plus de trois des améliorations ci-dessus	(4)
Participation de plusieurs agences gouvernementales et non-gouvernementales	(2)		
7. L'expérience peut servir de référence à d'autres personnes travaillant sur ce thème			
Aucune justification	(0)		
Quelques justifications	(1)		
Justification	(2)		
8. L'expérience montre des innovations relatives à l'environnement durable			
Aucune innovation présentée	(0)		
Quelques innovations	(1)		
Innovations évidentes	(2)		

de documentation participative, contribuer à donner de la voix aux personnes directement impliquées dans les activités agroécologiques.

*Ministry of Agrarian Development,
Government of Brazil.
E-mail : francisco.caporal@mda.gov.br*

*<http://www.pronaf.gov.br/dater>, sous
« Resultado do Concurso Nacional de
Sistematização de Experiências ».*



UN APPRENTISSAGE « EN FAMILLE »

Doug Reeler

L'Association pour les Ressources de Développement communautaire (ARDC) a été créée au Cap, en Afrique du Sud, en 1987. En tant qu'organisation non gouvernementale, notre objectif est de renforcer la capacité des organisations et des individus engagés dans le développement et le changement social avec les communautés défavorisées en Afrique australe et orientale.

« Centre pour la pratique de développement » l'ARDC promeut l'apprentissage continu des processus de développement.

Presque chaque mois, les membres de notre organisation prennent une pause de réflexion d'une semaine loin des travaux champêtres, pour participer à un processus que nous appelons notre « semaine en famille ». Nous réfléchissons sur notre travail et les activités de terrain des semaines précédentes. Nous essayons de tirer des enseignements en vue d'approfondir et d'améliorer notre pratique, de partager, d'ajuster ou de repenser notre stratégie, de renforcer nos relations interpersonnelles et de recharger nos batteries.

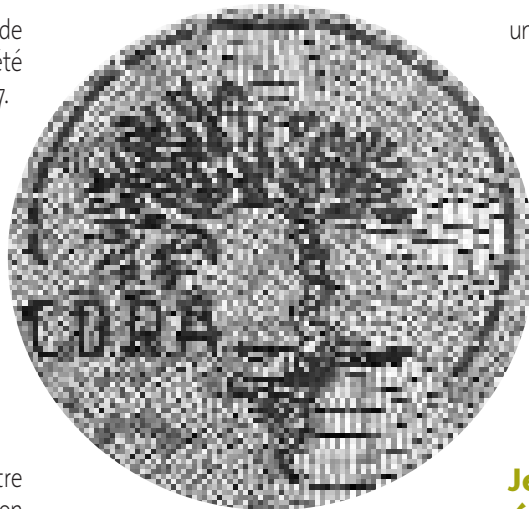
Lorsqu'on nous a demandé il n'y a pas longtemps de décrire l'essence de notre organisation, nous avons tous répondu qu'elle réside dans nos semaines en famille. Nous croyons simplement que pour être une organisation intelligente nous devons consacrer de manière régulière, un peu de temps à l'apprentissage.

Notre semaine en famille a pris différentes formes au cours des années. Aujourd'hui les jours se suivent mais ne se ressemblent pas. En voici le contenu :

Lundi : une journée brise-glace

Nous commençons, comme tout le personnel, par partager le petit déjeuner. C'est un moment privilégié pour échanger sur les événements du mois passé : des récits sur nos vécus, certains sur le champ, d'autres sur la vie à la maison – c'est un espace à la fois libre et humain. Parfois, nous l'agrémentons par la lecture d'un poème, cela nous rend à la fois pensif et joyeux.

Nous invitons habituellement un artiste, qui vient travailler avec nous, au cours des quelques sessions sur des pistes à explorer.



La peinture, le dessin, la sculpture en argile, le mouvement, les contes et le tam-tam peuvent être des portes d'entrée. L'objectif est de renforcer les équipes et de développer nos sens artistiques pour expérimenter la créativité, l'approche indirecte et travailler avec l'inconnu.

L'après-midi, les praticiens restent seuls pour écrire un rapport de réflexion sur leur expérience du mois passé. Cette étape prépare les activités du mercredi. C'est vraiment notre processus de documentation le plus important, bien qu'il soit assez simple.

Mardi : une journée de rencontres

C'est habituellement une journée de répartition des tâches. Une partie de la matinée est consacrée à une réunion avec le personnel. Les praticiens se réunissent dans l'après-midi pour examiner les différentes demandes reçues au cours du mois.

Ces réunions, comme toutes celles qui sont tenues durant la semaine, sont présidées à tour de rôle.

Mercredi : une journée d'introspection

La journée est consacrée aux rapports de réflexion du lundi après-midi, où chacun lit le rapport de l'autre. C'est essentiellement une session de réaction, nous travaillons dur pour ne pas être critiqués, pour aider les auteurs à voir leur pratique de manière plus claire. C'est

un reflet qui nous invite cependant à l'action.

C'est le cœur de la semaine et par conséquent, le véritable centre de l'organisation probablement. C'est également le processus le plus individuel. Chacun des praticiens expose sa pratique aux collègues ; l'objectif étant de tirer des leçons de notre propre pratique et de celle des autres. Plusieurs des idées que nous lançons à travers notre approche consultative, découlent de ces sessions.

Jeudi : une journée plus énergique

Ce jour est réservé aux études de cas, aux discussions sur les stratégies et sur les outils de techniques. Parfois nous travaillons avec une interprétation proposée par une personne.

Tous les deux ou trois mois, nous dégageons du temps pour des sessions où, au niveau individuel nous examinons l'équilibre entre nos vies personnelles et professionnelles. Nous passons en revue nos programmes et les problèmes auxquels nous sommes confrontés individuellement. Chacun choisit son propre superviseur.

Vendredi : une journée à base empirique

Plusieurs réunions ont lieu durant cette journée. Elles abordent toutes les questions qui ont découlé de la semaine pour s'assurer qu'aucun détail n'a été laissé au hasard. Nous accordons aussi un peu de temps aux réunions de programmes ou de projets collectifs internes ou externes.

Le bilan des activités nous indique que les leçons tirées de la pratique ont presque pris la moitié de la semaine, le reste étant consacré à la réorganisation, à la planification et aux questions relatives au personnel. Ces réunions sont simples, plus enrichissantes qu'une réunion consacrée exclusivement à la stratégie ou aux affaires, car beaucoup de questions pratiques sont clarifiées. Nous consacrons plus de temps au renforcement des capacités.

Le compte rendu de la semaine en famille montre ici à quel point les pratiques d'appren-

tissage régulières ont un impact sur le fonctionnement de l'ensemble de l'organisation. Grâce à notre expérience avec les semaines en famille, nous croyons qu'il est possible de penser à la nature des organisations autrement que sur la base des idées conventionnelles proposées par les organismes-conseils. Le rythme mensuel des semaines en famille favorise les relations interpersonnelles. Ces relations constituent les bases sur lesquelles nous développons la confiance que nous avons les uns envers les autres, sur lesquelles nous améliorons ensemble notre pratique et avec lesquelles nous maintenons et développons l'organisation.

Au cours des années, la semaine en famille a connu beaucoup de changements. Il y a eu des périodes où ses fonctions stratégiques ont été plus importantes et d'autres où elles ont été axées, en grande partie, sur la pratique de terrain. L'essentiel est de trouver le juste équilibre entre le travail d'autoréflexion, un cadre approprié et un programme innovant qui stimule et motive aussi bien le personnel que les visiteurs.

Lorsque l'on nous demande de justifier le fait de consacrer jusqu'à 15 % de notre temps à la réflexion sur la pratique, nous répondons que le processus dans lequel nous nous sommes engagés est complexe et difficile sans une discipline établie. Nous devons apprendre une manière de réaliser une meilleure pratique à travers une conception différente de l'utilisation du temps. Dans les autres organisations qui connaissent un fonctionnement plus classique, les individus sont très stressés, ils apprennent à leurs dépens en répétant leurs erreurs et travaillent de façon peu productive pendant et en dehors des réunions tenues durant le mois.

Le travail que nous effectuons à l'ARDC est en grande partie fonction d'un contexte que nous ne maîtrisons pas essentiellement. Il est irrégulier, épuisant et stressant. Les semaines en famille aident à restaurer l'équilibre de notre vie professionnelle et dans une certaine mesure, de notre vie dans nos foyers. Elle nous prépare à trois semaines de travail intense, fructueuses de nouvelles idées et ressources qui enrichissent notre pratique.

Les idées que nous développons ont été pour la plupart émises pendant, ou grâce à la semaine en famille. Parmi les exemples récents, on peut citer notre évolution stratégique vers un centre pour la pratique de développement. De la même manière, plusieurs des idées qui se trouvent dans la conclusion de nos rapports annuels découlent également des semaines en famille. Ceci nous a amené, il y a

quelques années, à redéfinir la formation comme notre principale activité.

Dans notre propre réflexion sur cette pratique interne, nous nous demandons comment notre propre expérience, peut nous aider à repenser nos pratiques selon le contexte et les coutumes. Ce sont ces questions d'orientation, davantage que n'importe quel modèle, que nous prenons en compte dans notre travail avec les participants, donateurs, collègues et associés.

La documentation dans notre apprentissage

Le monde du travail en ces temps modernes, avec ses nouvelles technologies, nécessite une documentation importante. Nos mémoires fragiles oublieront certainement des expériences de valeur alors que celles-ci doivent être conservées pour l'avenir. Mais la difficulté est qu'elle met l'accent sur le produit qui est sauvegardé, classé, envoyé par courrier électronique, et souvent laissé sans être lu dans nos boîtes et non sur la valeur du processus d'écriture lui-même.

À l'ARDC, nous réservons deux « espaces » à l'écriture lors de notre semaine en famille. Le premier a lieu le lundi après-midi, où l'on nous accorde un moment pour écrire un récit très personnel de 2 à 3 pages sur notre expérience professionnelle la plus récente. On ne nous demande pas de rapport précis ni impressionnant. Quand nous essayons de trop bien exprimer les choses, nous dissimulons ou évitons souvent les choses les plus intéressantes qui sont plus difficiles à communiquer, en raison de nos limites à trouver les mots justes. Pour cette raison, nous encourageons l'utilisation des images et même des commentaires, métaphores, ou schémas. Le processus d'écriture est celui de l'indication, de la pause, de la récréation, de l'exploration. Le plus important c'est sa nature très personnelle, écrite à la première personne du singulier - de sorte que l'accent est mis sur ce qui s'est produit à l'intérieur de soi-même lorsqu'on vit cette expérience.

Le deuxième processus est l'utilisation de ces rapports de réflexion dans le processus comme cela a été décrit ci-dessus le mercredi. Nous prenons chacun les rapports de l'autre, trouvons un coin tranquille pour les lire et noter nos réponses. À la fin du processus, nous rassemblons nos plus grands apprentissages pour servir de base au courrier mensuel envoyé sur notre site Web. Plus important encore, nous emportons chacun nos propres notes, certaines sur le papier, d'autres enre-

gistrées dans nos têtes. Ce sont elles qui constitueront, l'essence de notre travail.

Ces rapports de réflexion pourraient encore être utilisés, peut-être en tant que base pour un court article pour notre site Web - mais la réalité est que leur objectif est déjà en grande partie atteint pour avoir été activement traités à travers la discussion. Cependant la plupart d'entre eux ne seront plus jamais consultés.

Chose curieuse, une fois que nous avons fini une étude importante, nous la jetons aux « oubliettes », dans les méandres de notre subconscient. Cependant elle pourra toujours contribuer à alimenter la réflexion sur nos activités sur le terrain ou d'autres processus d'écriture. Ce qui est important c'est de garder ces processus vivants, de sorte qu'ils alimentent continuellement notre pensée sur le développement.

Doug Reeler, CDRA, P.O. Box 221, Woodstock, 7915, South Africa
E-mail : info@cdra.org.za

Le CDRA travaille avec la "Surplus People's Project", mis en place du temps de l'apartheid afin d'aider les populations à résister au délogement forcé de leurs terres. Aujourd'hui, SSP intervient avec les communautés des provinces de l'ouest et du nord du Cap en Afrique du Sud en appuyant leurs efforts pour accéder à la terre et améliorer leurs conditions de vie. Photo : CDRA.



RÉDUIRE LA PAUVRETÉ PAR LA VACCINATION DES PETITS RUMINANTS

Ikpegbu Ekele

Olokoro est une communauté rurale d'Umuhia, dans l'Etat d'Abia au Nigeria. La plupart des habitants pratiquent une agriculture de subsistance mixte, cultivant principalement du manioc et des ignames. Certains l'associent avec l'élevage de chèvres et l'aviculture. En 2000, une équipe du Centre for Grassroot Agriculture Development (CGAD – Nigeria) [Centre pour le développement de l'agriculture communautaire] a entamé des visites auprès de ces agriculteurs. Son objectif était d'identifier les difficultés auxquelles les agriculteurs étaient confrontés pour subvenir convenablement aux besoins de leurs familles et économiser assez d'argent pour l'éducation de leurs enfants, à partir de leurs activités agricoles. Les agents du centre se sont surtout intéressés aux ménages dirigés par des femmes.

Ils ont découvert que les familles dépendent des récoltes pour leur alimentation et de l'élevage pour créer des revenus. Ils utilisent une partie des revenus générés non seulement pour les besoins de leur famille, mais aussi pour l'achat d'équipements et d'intrants agricoles. Ils élèvent entre trois et cinquante chèvres et moutons, en fonction de leur héritage et de la taille de la famille. Cette dernière est un facteur important du fait des besoins en main-d'œuvre, surtout pour ramasser de l'herbe ou mener les animaux au pâturage. D'habitude, ces tâches sont dévolues aux membres plus jeunes de la famille. Ainsi, lorsque par exemple les enfants vont au lycée, le troupeau est réduit à un nombre que les membres plus âgés de la famille peuvent entretenir. La communauté a également signalé un autre problème important et qu'ils redoutent, à savoir la maladie de la chèvre qu'ils appellent « l'hydrorrhée nasale ».

Cette maladie, encore appelée kata, est aigue, très contagieuse et affecte les petits ruminants, domestiques aussi bien que sauvages. Elle se caractérise par un écoulement des narines et des yeux, une diarrhée, une déshydratation, une pneumonie et finit par entraîner la mort de l'animal. C'est l'un des problèmes de santé les plus graves affectant l'élevage des

petits ruminants en Afrique de l'Ouest. Au Nigeria, la maladie de la chèvre est endémique et peut sévir toute l'année. Les taux de contamination supérieurs sont constatés pendant l'hivernage et les périodes froides de l'harmattan, avec un taux de mortalité pouvant aller jusqu'à 90 %. Les animaux survivent rarement à cette maladie parce qu'en général, leurs propriétaires se rendent chez les vétérinaires quand la maladie a déjà atteint un seuil critique. En outre, les vétérinaires réagissent trop lentement, principalement en raison du refus des éleveurs de payer les frais de médicaments en cas de mort de l'animal traité. Les éleveurs pensent plutôt à vendre l'animal aux bouchers, à un très bas prix, dès qu'ils soupçonnent sa contamination par la si redoutée maladie de l'hydrorrhée nasale.

La solution de la vaccination

En 2001, nous avons commencé à encourager les éleveurs à amener leurs animaux aux champs et à les laisser paître, attachés à des piquets dans la brousse avoisinante pendant qu'ils travaillaient tout près. Les petits commerçants ont été sollicités pour collecter les rebuts du marché comme les épiluchures de manioc, d'igname et de plantain, les épis de maïs, les gousses de légumineuses ou tout ce qui pourrait servir à nourrir le cheptel et réduire ainsi le temps et l'énergie consacrés à la recherche d'aliments. Mais il n'a pas été facile de convaincre les éleveurs qu'il était possible de prévenir cette maladie à l'aide d'un vaccin : ils ne croyaient pas que les animaux pouvaient être vaccinés comme les humains.

M. Nnamdi Okpechi, éleveur et jadis propriétaire de 50 chèvres et moutons, était disposé à tenter l'expérience de la vaccination après avoir perdu plus de 30 de ses animaux à cause de l'hydrorrhée nasale. Ayant perdu l'espoir de protéger les quelques animaux qui lui restaient d'une race qui met régulièrement bas des jumeaux et même des triplés, cet éleveur a sollicité le CGAD – Nigeria pour vacciner ses animaux. Nous avons décidé de procéder gratuitement à la vaccination pour

des raisons stratégiques, l'éleveur étant un leader d'opinion dans sa communauté dans le domaine de la production animale.

Après avoir passé neuf mois sans constater d'hydrorrhée nasale au sein du troupeau vacciné, il a mis à conseiller les autres éleveurs de suivre son exemple. Les éleveurs intéressés doivent d'abord apporter la moitié du coût lié à la vaccination, le centre se charge de la différence. Maintenant que la vaccination est largement acceptée, les éleveurs paient la totalité du coût des vaccins. Le CGAD – Nigeria a également conseillé aux éleveurs qui ont perdu une bonne partie de leur bétail, à cause de la maladie, de les remplacer. Certains ont acheté des animaux chez M. Nnamdi Okpechi, qui leur recommande désormais de toujours vacciner leurs chèvres s'ils veulent assurer la survie et la reproduction de leur cheptel.

Avantages

Les frais de traitement d'un animal sont plus élevés que ceux des vaccins pour 100 chèvres et la valeur marchande d'une chèvre bien portante (70 dollars EU) est presque cinq fois plus grande que celle d'une chèvre malade. Avec le programme annuel de vaccination contre la maladie de l'hydrorrhée, les éleveurs de la communauté peuvent désormais élever et vendre leurs animaux au meilleur prix pendant les périodes de fêtes. Ce système de lutte contre les maladies par la prévention a restauré la confiance des éleveurs qui considéraient le cheptel comme un épargne auquel la famille peut recourir en cas de besoin, contribuant ainsi à la réduction de la pauvreté.

Ikpegbu Ekele. Director Projects, CGAD – Nigeria. P. O. Box 807, Umuhia, Abia State, Nigeria.

E-mail : fikpegbu@yahoo.com

Le Centre for Grassroot Agricultural Development (CGAD) – Nigeria [Centre pour le Développement Local de l'Agriculture] est une organisation non lucrative dont le but est de diffuser des informations sur l'amélioration des innovations agricoles chez les personnes défavorisées, en particulier les femmes, les aidant ainsi à subvenir à leurs besoins alimentaires et à réduire la pauvreté

Learning to practice, learning from practice: participatory evaluation in projects supported

by the Royal Netherlands Embassy par K.S. Gopal and E. van Walsum, 2005. 72 pp. AME foundation, No 204, 100 Feet Ring Road, 3rd Phase, Banashankari 2nd Block, 3rd Stage, Bangalore 560 085, India.
E-mail : amebang@giasbgo1.vsnl.net.in, <http://www.amefound.org>

Ce livre présente les expériences du personnel de trois projets de développement rural au sud de l'Inde engagés dans un processus conjoint d'apprentissage. Il montre comment les organisations travaillant avec les petits exploitants agricoles capitalisent du savoir et quel rôle central joue les agents de terrain dans ce processus.

Small farmers economic organisations and public policies: a comparative study

par D.M. Elsner, 2005. 152 pp. ISBN 9990563136. Plural Editores, Rosendo Gutiérrez 595 esq. ISBN 9990563136. Plural Editores, Rosendo Gutiérrez 595 esq. Ecuador / Cosilla Postal 5097, La Paz, Bolivia. E-mail : plural@acelerate.com

En Bolivie, les organisations économiques des petits exploitants agricoles (OEC) sont de plus en plus considérées comme des acteurs susceptibles de jouer un rôle clé dans la formulation de propositions de programmes pour une agriculture durable. Cette publication basée sur quatre études de cas nous décrit le rôle et le fonctionnement des OEC et la façon dont elles alimentent le débat sur les politiques favorables aux petits agriculteurs et à leurs organisations.

World resources 2005. The wealth of the poor: managing ecosystems to fight poverty

UNDP, UNEP, World Bank, WRI, 2005. 254 pp. ISBN 1569735824. World Resources Institute, WRI, 10 G Street, NE, Suite 800, Washington, DC 20002, U.S.A.

Rapport complet disponible sur le site



<http://www.wri.org>; la base de données de ressources est accessible en ligne sur le site <http://earthtrends.wri.org>.

Le rapport 2005 de l'Institut des Ressources mondiales propose des études de cas, des exemples et un nombre important de statistiques sur les tendances environnementales, sociales et économiques actuelles dans plus de 150 pays.

The state of agricultural commodity markets 2004, 2004.

52 pp. ISBN 925105133X. ISBN 925105133X. FAO, Viale delle Terme di Caracalla, Rome 00100, Italy.
E-mail : publications-sales@fao.org <http://www.fao.org>



Dans ce rapport, la FAO publie le premier numéro d'une série de publications qui présente les évolutions du marché des produits de base agricoles et leurs impacts sur les pays en développement. Cette série est destinée à sensibiliser sur les impacts de la fluctuation du prix des produits de base sur les moyens d'existence la sécurité alimentaire et les économies de ces pays.

Bt cotton in Andhra Pradesh, a three year fraud...

2005. DVD de 30 minutes réalisé par la Deccan Development Society DDS, Inde. Disponible auprès de: IIED, 3 Endsleigh Street, London WC1H 0DD, U.K. E-mail: info@iied.org <http://www.iied.org>

Ce film traitant des problèmes des planteurs de coton Bt dans l'Andhra Pradesh, en Inde, est produit par des femmes cinéastes du DDS Community Media Trust. Elles se sont rendues à Warangal pour parler aux planteurs, en particulier les femmes et



faire des interviews. Elles ont filmé chaque étape de la production du coton Bt et analysé les raisons de son échec. Ce film reproduit avec sensibilité les images et les voix de ces planteurs désespérés.

Tools for influencing power and policy: Participatory learning and action no

53, 2005. 96 pp. Disponible auprès de : IIED, 3 Endsleigh Street, London WC1H 0DD, U.K.
E-mail: pla.notes@iied.org <http://www.planotes.org>

Ce numéro spécial de la série Participatory Learning and Action (auparavant connu sous le nom de PLA Notes) est publié sous la direction de Sonja Vermeulen de l'IIED. Les auteurs de ces articles analysent et proposent des solutions pour l'application des outils participatifs dans les situations d'apprentissage. Ces outils visent à aider les populations en développement et leurs partenaires à apporter des changements positifs dans les politiques de ressources naturelles grâce à la compréhension, à l'organisation, à l'engagement, à la résistance et à la persévérance.



BIBLIOGRAPHIE

Giving Voice - Practical guidelines for implementing oral testimony projects: Panos Oral Testimony Programme. Panos Institute, London, U.K.

Disponible gratuitement sur demande en anglais (version PDF), en espagnol et en français (copie papier) du Oral Testimony Programme, The Panos Institute, 9 White Lion Street, London N1 9PD, U.K. E-mail: otp@panos.org.uk

Giving Voice donne des lignes directrices pratiques pour la mise en œuvre d'un projet de témoignage oral. Il aide également à élaborer un manuel de formation. L'essentiel du manuel a été écrit à l'intention des coordinateurs de projet. Ce guide prévoit des pages à photocopier et à utiliser comme polycopiés pour les participants au cours d'un tel atelier

Innovations in rural extension: Case studies from Bangladesh

by P. Van Mele, A. Salahuddin and N.P. Magor (eds.), 2005. 320 pages. ISBN 0851990282. CABI Publishing, CAB International, Wallingford, Oxfordshire, OX10 8DE, U.K. E-mail: orders@cabi.org

Au cours des cinq dernières années, le projet PETRRA (Poverty Elimination Through Rice Research Assistance) Eradication de la pauvreté par le biais d'une assistance sur la recherche rizicole a étudié le développement de mécanismes de vulgarisation novateurs grâce à un processus d'apprentissage par la pratique avec plusieurs fournisseurs de services. Le projet s'est penché sur des thèmes tels que les systèmes de production et de distribution des semences, la gestion de la fertilité des sols et des cultures, les techniques d'entreposage et de transformation, les pompes mobiles, la culture de riz aromatisé et la riziculture intégrée. Cet ouvrage est réparti en quatre sections thématiques avec des études de cas axées sur des applications pratiques.

The 'Most Significant Change' technique: a guide to its use

by Rick Davies and Jess Dart. Version 1.00 - April 2005. 104 pp. Ce document est disponible et gratuit sous format PDF sur les sites www.mande.co.uk/docs/MSCGuide.htm et www.clearhorizon.com.au. Des copies papier peuvent être commandées par E-mail : editor@mande.co.uk

Cette publication vise les organisations, groupes communautaires, étudiants et universitaires souhaitant utiliser la technique « Most Significant Change » (Changement le plus significatif), pour suivre et évaluer leurs programmes et projets de changement social. La technique est applicable dans plusieurs différents secteurs, notamment l'agriculture, l'éducation et la santé. Elle est également applicable dans divers contextes culturels. Le guide donne un clair aperçu de la méthodologie en décrivant le processus étape par étape.

Recording and using indigenous knowledge: a manual

by D. Abbass, E. Mathias, A.R.J. Montes, P. Mundy and T. Willard (eds.), 1996. 211 pp. ISBN 9978042415. International Institute for Rural Reconstruction, IIRR, Y.C. James Yen Centre, Silang, Cavite 4118, The Philippines. E-mail: information@iirr.org



Ce manuel se base sur les diverses expériences du personnel de l'IIRR (Institut international pour la reconstruction rurale) représentant des décennies de travail sur le terrain du développement participatif. Il ne présente pas une nouvelle méthodologie de capitalisation des connaissances locales, mais essaie plutôt de décrire comment les méthodes existantes peuvent être utilisées à cet effet.

Successful communication: a toolkit for researchers and civil society organisations

by Ingie Hovland, 2005. 60 pp. Research and Policy in Development (RAPID) Programme, ODI 111 Westminster Bridge Road, London SE1 7JD, U.K. E-mail: rapid@odi.org.uk

Le Programme RAPID de Overseas Development Institute s'est penché pendant plusieurs années sur les liens entre la recherche et la politique. Ce manuel présente un travail en cours sur les outils de communication ; il est en particulier axé sur les besoins des chercheurs dans les organisations de la société civile.

Insights into participatory video: a handbook for the field

by Nick and Chris Lurch, 2006. Insight U.K. 3 Maidcroft Road, Oxford, OX4 3EN, U.K. E-mail: nlurch@insightshare.org, <http://www.insightshare.org>

Ce manuel est un guide pratique d'élaboration et de mise en œuvre de projet de vidéo participative. Il présente des conseils utiles pour aider l'animateur à expliquer clairement comment utiliser la vidéo pour encourager un processus dynamique et démocratique. Les auteurs se basent sur une expérience de presque deux décennies d'animation de projets de vidéo participative sur le terrain.



Les principaux messages sont en outre mis en exergue par des illustrations, des dessins humoristiques et des photographies. Une sélection de vidéos participatives et un film de formation sont inclus dans le CD-ROM joint.

Learning Histories: a handbook for an exciting experience

Compiled by Toelis Tekst & Publicaties, in association with Kessels & Smit, The Learning Company. 2004. 14 pp. 14 pp. PSO, Capacity Building in Developing Countries, Scheveningseweg 68, 2517 KX Den Haag, The Netherlands. Disponible en anglais et en néerlandais sur : <http://www.pso.nl/en/knowledgecenter/learningzone.asp?dossier=13>

Ce résumé présente le processus des historiques d'apprentissage comme un outil permettant d'apprendre à partir de l'expérience. Il réunit les expériences les plus importantes de tous les membres d'une organisation engagée dans une activité. Ils expliquent en leurs propres termes comment ils ont perçu le processus ou le projet et font leur auto-évaluation.

Building the capacity of local groups: a pillars guide

by Isabel Carter, 2001. 52 pp. ISBN 0950638579. Tearfund, 100 Church Road, Teddington, TW11 8QE, U.K. E-mail: isabel.carter@tearfund.org

Ce guide est conçu à l'intention de petits groupes où une ou plusieurs personnes sont assez instruites et confiantes pour diriger les autres dans les discussions. Il vise à renforcer la confiance au sein des membres du groupe afin qu'ils puissent mieux gérer leur propre situation sans avoir besoin d'une intervention extérieure.



Info Agrar

www.infoagrar.ch

Länggasse 85, 3052 Zollikofen, Switzerland. E-mail: info@infoagrar.ch

« InfoAgrar » est un service d'information et de documentation de l'Agence suisse de Développement et de Coopération (SDC). Son but est de faciliter l'accès à des informations pertinentes aux professionnels travaillant sur les questions agricoles. Les services d'InfoAgrar ciblent comme public les membres du personnel de la SDC et ses organisations partenaires en Suisse et à l'étranger. InfoAgrar répond également aux besoins des autres institutions, des ONG, et du secteur privé des affaires intervenant dans le développement agricole international.

FAO

<http://www.fao.org/bestpractices/>

<http://www.fao.org/askfao>

L'Organisation des Nations unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO) a rajouté deux nouvelles sections à son site Web : FAO Best Practices et AskFAO. La section FAO Best Practices (Meilleures pratiques de la FAO) propose une série de résumés sur les meilleures pratiques dans les domaines d'expertise de la FAO. Ces pratiques ont été adoptées avec succès dans plusieurs régions, et reflètent la nature complexe des problèmes abordés. Le site propose également des liens pour des informations supplémentaires.

Integrated Centre for Integrated Mountain Development, ICIMOD

www.icimod.org

G.P.O. Box 3226, Khumaltar, Kathmandu, Nepal.

E-mail: icimod@icimod.org

L'ICIMOD encourage le développement d'un écosystème montagneux économiquement et écologiquement sain en vue d'améliorer les conditions de vie des populations de la région de l'Hindu Kush Himalaya. Le centre dispose d'un service de Documentation, d'Information et de Formation et publie un bulletin et une série d'articles intitulés « Issues in Mountain Development ».

Deccan Development Society

www.ddsindia.com

101, Kishan Residency, 1-11-242/1, Street No. 5, Shyamal Buildings Area, Begumpet, Hyderabad - 500 016, Andhra Pradesh, India.

E-mail: hyd1_ddshyd@sancharnet.in

La « Deccan Development Society (DDS) » est une organisation populaire créée il y a vingt ans et intervenant dans 75 villages environ avec les Sanghams féminins (associations de femmes bénévoles) dans

le District de Medak de l'Andhra Pradesh. Les 5.000 femmes membres de la DDS représentent les plus pauvres de leurs communautés villageoises. La Deccan Development Society est en train de développer un modèle participatif pour les populations axé sur la sécurité alimentaire, l'agriculture écologique et l'éducation. Dans le cadre de ce programme, les femmes ont créé une station Radio FM communautaire qu'elles contrôlent et gèrent elles-même. Elles ont aussi réalisé une série de vidéos pour établir le dialogue dans leurs Sanghams et informer sur les réalisations de leurs membres.

Mountain Voices

<http://www.mountainvoices.org>

Ce site Web présente des interviews de plus de 300 personnes vivant dans les régions montagneuses du monde. Leurs témoignages donnent une vision personnelle du changement et du développement. Les entretiens ont été recueillis par le Programme « Oral Testimony » de l'Institut Panos, en partenariat avec des organisations locales. Ce programme vise à donner la parole à ceux qui sont au cœur du

développement : les personnes défavorisées du fait de la pauvreté, de leur sexe, du manque d'éducation et d'autres inégalités. Se fondant sur divers thèmes, la collecte comprend des témoignages des communautés dans l'Himalaya (Inde et Népal) ; les Andes (Pérou) ; la Sierra Norte (Mexique) ; Mount Elgon (Kenya) ; les massifs d'Ethiopie et du Lesotho ; le sud-ouest et le nord-est de la Chine ; les montagnes de Sudety (Pologne) ; et les montagnes de Karakorum au Pakistan.

PSO

www.pso.nl

Regroupant plusieurs organisations, l'objectif de la PSO est de contribuer à la lutte contre la pauvreté en renforçant les capacités des organisations de la société civile dans les pays en développement. Elle encourage l'apprentissage et essaie de développer de nouveaux outils et méthodes en vue de faciliter les processus de renforcement. Elle organise des réunions d'experts, des ateliers et des séances de formation et met en place des réseaux d'échange sur les pratiques.

APPEL À CONTRIBUTIONS

Numéro 22.4 à paraître en mars 2007 : de l'agriculture traditionnelle à l'agriculture écologique

Tout le monde semble connaître l'agriculture écologique. Mais en définitive nous en savons très peu sur ses principes de base et sur la manière dont le processus fonctionne. La plupart de nos connaissances sont basées sur nos expériences pratiques réussies et nos échecs. Le système d'intensification de la riziculture ou SRI est un exemple d'approche écologique intégrée qui a connu un grand succès. Il a permis d'accroître les rendements des petits riziculteurs, de réduire leur dépendance vis à vis des intrants en préservant les ressources naturelles telles que l'eau. Présentée pour la première fois au début des années 90, cette méthode se répand aujourd'hui partout dans le monde, principalement par le biais d'échanges informels. Les agriculteurs l'expérimentent dans différents contextes et avec différents niveaux de gestion. Qu'est ce que le système SRI ? Comment les agriculteurs et les communautés se sont-ils appropriés le système ? La méthode est-elle applicable dans d'autres contextes ?

Dans ce numéro de AGRIDAPE, nous tenterons d'étudier l'expérience du SRI en montrant des exemples concrets de réussites basés sur des processus écologiques durables.

Délai de remise des articles : 1er janvier 2007.



PLUS QUE DES MOTS

Paul Van Mele

« Une image vaut dix mille mots ». La véracité de cet adage est établie car avec une photo, on fait bien plus que communiquer. Le petit article qui suit montre comment des photos prises sur le terrain ont été utilisées à différentes fins avec des agriculteurs, des partenaires et des responsables de projets.

Des photos pour stimuler l'imagination

La plupart des agriculteurs sont heureux de voir leurs expériences photographiées ; ils le sont encore plus lorsqu'ils reçoivent par la suite un exemplaire de ces photos. J'ai utilisé cette méthode au Bangladesh pour recueillir le point de vue des populations sur les tables polyvalentes de séchage de graines. À l'aide d'une imprimante couleur d'occasion achetée à 20 dollars, nous avons imprimé des photos numériques sur du papier A4, soit la taille d'une page. Une fois plastifiées, nous les avons présentées lors d'une exposition de photos dans un village.

Plus tard, une ONG locale du Bangladesh a utilisé quelques-unes de ces photos pour encourager des innovations dans d'autres parties du pays. Mais avant de les exposer, elle a distribué aux femmes celles montrant les activités quotidiennes de séchage. Nous les avons ensuite encouragées à décrire les avantages et inconvénients de chacune de ces activités. Ces séances avaient pour but de stimuler le processus d'imagination créatrice. C'est alors seulement que les photos des tables de séchage ont été montrées. Sur les 570 femmes ayant pris part au processus, 60 à 70 ont réalisé leur propre table polyvalente de séchage de graines.

Hormis le taux élevé d'adoption dans les villages du projet, 5 à 10 % des femmes des villages voisins ont réalisé une table de séchage. Pas mal, mais on aurait pu faire mieux ! L'une des participantes, Selina Akhter, s'est ainsi exprimée : « Je peux motiver n'importe qui à réaliser une table. Et si j'avais une photo de la mienne, je l'aurais montrée et en aurais discuté avec d'autres chaque fois que je sors ». L'idée en est restée là, mais, il est clair qu'elle ouvre des perspectives pour échanger des informations « entre femmes ».

Dans un autre projet, le personnel prend régulièrement des photos des champs des agriculteurs qui utilisent des insecticides et de ceux qui n'en utilisent pas. Les photos sont ensuite collées sur les blocs-notes des paysans pour

visualiser les différences de tenue des cultures et stimuler l'appropriation des essais.

Sur le terrain avec les partenaires

J'ai aussi fait une autre expérience : j'ai montré aux populations des photos de leur propre performance au cours d'activités de groupes et des entretiens avec des agriculteurs. Chaque équipe évalue les aspects positifs et négatifs de l'animation et de la participation. Au bout de 10 minutes, les groupes échangent des photos jusqu'à ce que tous aient fini de commenter toutes les photos. La séance se termine par une discussion, après la présentation de chaque groupe. Les interprétations sont différentes mais les photos se sont avérées un excellent outil d'auto-évaluation et de formation.

Au cours de la documentation des sous-projets PETRRA (voir « Apprendre par l'écriture », page 24), j'ai demandé au personnel de me montrer des photos de leurs activités. Cela a permis de combler le vide communicationnel dans certains cas, mais bien souvent, j'ai pu poser des questions plus pertinentes.

Cependant, la prise de bonnes photos exige des compétences et de la pratique. Les photographes doivent être sensibilisés aux réalités culturelles et sociales. Il faut également du tact pour photographier des agriculteurs lors des activités de formation. J'ai pris part une fois à une séance de vulgarisation entre paysans. J'ai rendu visite au projet au moment où l'équipe se préparait pour un séminaire. Quatre

ou cinq appareils-photos étaient utilisés, ce qui, bien sûr, est exceptionnel : en général, il n'y a simplement pas de caméra dans les projets. À l'instar de la vidéo participative, un appareil-photo peut être remis à l'un des agriculteurs pour documenter les activités.

Retour au bureau

À part les formules de politesse du genre « et le voyage, ça s'est bien passé ? », les collègues posent rarement des questions plus détaillées. Quelques photos peuvent souvent démarrer une bonne discussion sur une thématique inattendue. Les collègues voient des choses que nous n'avions pas remarquées ou les mêmes, sous un autre œil.

Quelques suggestions aux responsables de projets

Nous recommandons aux responsables de projet d'affecter une partie de leur budget Suivi-Evaluation au renforcement des capacités du projet en matière de documentation, de réflexion et de formation. En mettant à la disposition des équipes de terrain une caméra numérique simple de 3 méga pixels, il faudra prévoir une petite formation sur les techniques de photo. Mieux encore, les photos apportent une belle touche aux récits et rendent la lecture des rapports plus intéressante.

Paul Van Mele, Technology Transfer Specialist, WARD. 01 BP2031, Cotonou, Bénin
E-mail : p.vanmele@cgiar.org



Zabed et Hatem Ali présentent des photos de leurs tables de séchage. Ils les exhibent fièrement à des membres de leur communauté.